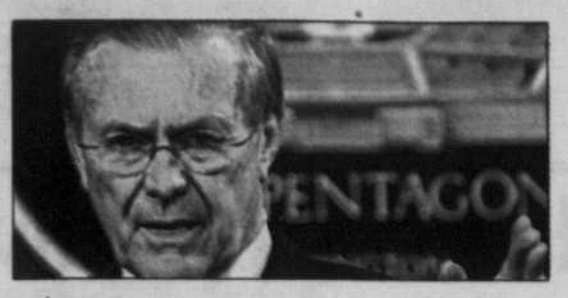
IRAK

Les pro-guerre se retournent contre Bush et Blair

Page A 5



TORTURE

Nouvelles accusations contre les dirigeants du Pentagone

Page A 5

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCV N° 109 ◆ LE LUNDI 17 MAI 2004 ◆ 87 c + TAXES = 1 $

«Un parti propre au Québec»

Le slogan du Bloc fait bondir le PLC

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Dans l'imminence des élections fédérales, les premiers coups de semonce ont été tirés cette fin de semaine entre les deux principaux adversaires au Québec. Lancé samedi, le slogan du Bloc québécois «Un parti propre au Québec» a fait bondir hier le Parti libéral du Canada qui est passé à l'attaque.

Jean Lapierre

Le lieutenant québécois de Paul Martin, Jean Lapierre, a mené les hostilités. À la sortie de la réunion de stratégie de deux jours qui a rassemblé les candidats libéraux du Québec à Granby, M. Lapierre était visiblement agacé que le Bloc québécois table, comme il le fait depuis trois mois, sur le scandale des commandites pour soulever le doute de la population sur la probité des candidats libéraux.

«Je n'ai aucune leçon de propreté à prendre du Bloc. [...] On a des candidats dont l'intégrité n'est pas en jeu. Je mets au défi les gens du Bloc de toucher à l'intégrité d'un de ces hommes et d'une de ces femmes-là. C'est facile, des accusations gratuites», a-t-il soutenu, rappelant qu'il ne s'agissait pas là d'une contribution au processus démocratique.

Cela dit, M. Lapierre a rappelé à l'adversaire bloquiste que ses prétentions devraient l'inciter à se montrer plus transparent envers les électeurs. Du coup, il s'en est pris à la plate-forme électorale que le Bloc québécois dévoilait hier devant ses militants réunis en conseil général.

VOIR PAGE A 8: **SLOGAN**

Le Bloc répliquera «coup pour coup»

ALEC CASTONGUAY
LE DEVOIR

La campagne électorale fédérale est en marche au Québec, même si elle ne sera officiellement lancée que dans quelques jours. Le Parti libéral et le Bloc québécois se sont échangé les accusations hier. Et ça ne fait que commencer, puisque les ténors du Bloc ont demandé à leurs militants et candidats de *«répliquer coup pour coup»* aux attaques libérales qui mettent en doute la pertinence du parti souverainiste à Ottawa.

Michel Gauthier, l'organisateur en chef du Bloc et député de Roberval, a pris pour cible Jean Lapierre, lieutenant politique de Paul Martin au Québec. Devant un parterre de militants réunis en conseil général à Montréal, Michel Gauthier l'a sommé de respecter sa promesse faite en mars dernier de *«sortir l'argent sale»* du PLC.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, en campagne avec son petit-fils.

Selon le Directeur général des élections, le PLC a touché des dons totalisant 650 000 $, de 1993 à 2002, de la part de firmes comme Groupaction et Everest, qui ont reçu de lucratifs contrats fédéraux dans le cadre du programme de commandites. *«Les citoyens du Québec attendent la sortie de la première piastre,* s'est exclamé Michel Gauthier. [...] *Alors, avant de porter des jugements sur le travail des autres, monsieur le lieutenant du parti des commandites, cherchez l'argent sale et sortez-le au plus tôt, sinon nous conclurons que votre campagne se fera avec de l'argent sale.»*

Une porte-parole de l'aile québécoise du PLC, Irène Marcheterre, a indiqué hier à la Presse canadienne que des comptables poursuivaient leur *«vérification»* des livres du parti et qu'un rapport serait produit.

VOIR PAGE A 8: **BLOC**

INDEX

Annonces	B 5	Idées	A 7
Avis publics	B 4	Météo	B 4
Convergence	B 7	Monde	A 5
Culture	B 8	Mots croisés	B 4
Décès	B 5	Religions	B 6
Économie	B 1	Sports	B 5
Éditorial	A 6	Télévision	B 8

Défusions: vers les référendums

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

PAS DE REPOS *pour ces dames aux cheveux blancs, accueillies par la militante Nicole Forbes à la bibliothèque de Westmount, hier, qui était le grand jour de la signature. Les défusionnistes du Québec avaient rendez-vous pour signer les registres, avec l'espoir que 10 % de leurs concitoyens les imiteraient et forceraient ainsi la tenue d'un référendum sur les démembrements. Dans certains arrondissements de Montréal, le nombre de signataires nécessaire aurait déjà été atteint au cours de la journée. Les registres demeurent ouverts jusqu'à jeudi. Nos informations en page A 3.*

Le couple Jaoui-Bacri fait mouche à Cannes

La presse réserve un bel accueil à Comme une image, *un film qui tourne autour de la tyrannie et de la lâcheté ordinaires*

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Cannes — Il arbore un air bougon dans la vie autant qu'à l'écran. D'elle, on remarque surtout l'extrême nervosité et les yeux en perpétuelle inquiétude, comme ceux de ses personnages. Au-dessus de nos têtes, le couple français se décoche quelques flèches intimes et assassines. Névrosés tant qu'on voudra, Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri, mais brillants d'intelligence. À Cannes, on a l'habitude d'entendre des créateurs balbutier n'importe quoi sur des sujets qui les indifférent. Pas ces deux-là.

ÉRIC GAILLARD REUTERS

Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri ont réitéré hier leur appui à la cause des intermittents du spectacle. Ils étaient à Cannes pour la projection de *Comme une image*, en compétition pour la palme d'or.

Comme une image de la Française Agnès Jaoui, coscénarisé et joué avec son compagnon de vie Jean-Pierre Bacri, fut hier le premier film de la compétition à recevoir de la presse une pluie d'applaudissements. Ça fait longtemps que ce couple-là brosse des satires de société en mode gratiné, mais Agnès Jaoui voit pour la première fois un de ses films atterrir en compétition. Elle n'en est qu'à son second long métrage après *Le Goût des autres*. Ce qui ne l'empêcha pas d'avoir écrit à quatre mains avec Bacri des bijoux du cinéma français: *Un air de famille*, *On connaît la chanson*, *Smoking No Smoking*, *Le Goût des autres*, etc.

Jean-Pierre Bacri se décrit comme un homme au rythme lent, incapable de travailler d'arrache-pied durant un an et demi pour mettre un film en scène. Agnès Jaoui est la *workaholic* du couple, toujours en mouvement. À elle, le chapeau de réalisatrice.

VOIR PAGE A 8: **JAOUI**

■ **Autre texte en page B 8**

Charest intervient dans la campagne fédérale

Le chef du PLQ veut des réponses sur le déséquilibre fiscal

TOMMY CHOUINARD
LE DEVOIR

Trois-Rivières — Le premier ministre du Québec, Jean Charest, met les libéraux fédéraux de Paul Martin dans l'embarras. À la veille du déclenchement des élections à Ottawa, Jean Charest demande à tous les chefs des partis politiques fédéraux de révéler comment ils entendent corriger le déséquilibre fiscal une fois au pouvoir.

Jean Charest

Or seul le Parti libéral du Canada nie l'existence d'un tel déséquilibre et ferme la porte à tout transfert de points d'impôt ou de la TPS en faveur du Québec. Le Parti conservateur de Stephen Harper, le Bloc québécois de Gilles Duceppe et le Nouveau Parti démocratique de Jack Layton reconnaissent l'existence du déséquilibre fiscal et se sont déjà prononcés en faveur du règlement de ce litige qui oppose Ottawa et les provinces.

«Au nom des Québécois, je pose deux questions aux chefs des partis: en respectant les compétences des deux ordres de gouvernement, quand allez-vous assumer votre part du financement de la santé? Et comment proposez-vous régler la question du déséquilibre fiscal?»,

VOIR PAGE A 8: **CHAREST**

■ **Lire autres textes en pages A 3 et A 4**

L'ENTREVUE

Pour un nouveau souffle muséologique

Selon Francine Lelièvre, la Ville n'a pas lancé de projet d'envergure depuis plus d'une décennie

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Aujourd'hui, Pointe-à-Callière accueille à nouveau de la grande visite et, encore une fois, le musée du Vieux-Montréal se sentira à l'étroit.

L'exposition *Océanie*, inaugurée ce matin, porte sur les peuples autochtones du Pacifique découverts par les explorateurs européens au XIXe et au début du XXe siècle. Les quelque deux cents objets reçus proviennent de la collection du Musée national de préhistoire et d'ethnographie Luigi Pigorini de Rome. Les trésors sortent de cette institution pour la première fois.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Francine Lelièvre, directrice du Musée Pointe-à-Callière.

L'hôte montréalais a maintenant l'habitude des expos-chocs. Rien que l'an dernier, le Musée d'histoire et d'archéologie de Montréal a reçu *Premier or du monde, secrets anciens* en provenance de Bulgarie et *L'Archéologie et la Bible — du roi David aux manuscrits de la mer morte*. Cette dernière a attiré 222 000 visiteurs, le record de fréquentation de l'année pour une exposition au Québec, tous musées confondus. Le travail a d'ailleurs récemment reçu un Prix d'excellence de l'Association des musées canadiens.

Seulement, la petite salle d'exposition de 4000 m² ne permet d'accueillir que 125 personnes à la fois.

VOIR PAGE A 8: **LELIÈVRE**

Air Canada s'entend avec six de ses syndicats

Le transporteur aérien avait jusqu'à minuit, samedi soir, pour atteindre son objectif de réduire ses coûts de main-d'œuvre de 200 millions de dollars

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Air Canada a conclu des ententes de principe de dernière minute avec six de ses neuf syndicats, dont les pilotes et les machinistes, dans la nuit de samedi à hier, relativement à un plan de sauvetage financier proposé par la Deutsche Bank.

Le transporteur a notamment annoncé hier qu'il était parvenu à une entente avec Teamsters Canada, représentant les agents de bord de sa filiale Jazz. Les modalités des ententes devaient demeurer confidentielles jusqu'à ce que les syndiqués aient pu en prendre connaissance. La veille, les répartiteurs de Jazz avaient également conclu un accord.

L'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale, un syndicat-clé, l'Association des pilotes d'Air Canada et l'Association canadienne des régulateurs de vols, représentant les répartiteurs d'Air Canada, ont également fait savoir qu'ils étaient parvenus à des ententes de principe sur un plan de réduction des coûts.

Le transporteur aérien avait jusqu'à minuit, samedi soir, pour atteindre son objectif de réduire ses coûts de main-d'œuvre de 200 millions de dollars en trouvant des arrangements avec ses neuf syndicats susceptibles de lui permettre d'écarter le scénario de liquidation.

Il reste encore à conclure des ententes avec plusieurs groupes syndicaux. Le syndicat des machinistes — le plus important — représente à lui seul environ 14 500 employés des services techniques et au sol, financiers, de fret et de bureau.

Garantie sous condition de la Deutsche Bank

En avril, la Deutsche Bank a accepté de garantir une offre de titres de 850 millions, à condition que le transporteur aérien réussisse à conclure des ententes pour réduire ses frais d'exploitation avant l'échéance fixée à minuit, samedi.

Le maintien d'une offre de financement de GE Capital Aviation Services évaluée à 1,5 milliard $US dépend aussi de l'issue des pourparlers.

Un porte-parole d'Air Canada avait indiqué que les vols partiraient comme d'habitude, hier, que des ententes aient été conclues avant l'échéance ou non, étant donné que le transporteur bénéficie aussi de la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, au-delà de l'échéance de la Deutsche Bank.

Vendredi, Air Canada avait annoncé l'obtention d'une entente avec les pilotes de sa filiale Jazz.

Le même jour, le transporteur avait aussi conclu un accord avec le Bureau du surintendant des institutions financières, qui supervise les régimes de retraite. En vertu de l'accord, Air Canada remboursera le déficit de 1,2 milliard de la caisse de retraite de ses employés en 10 ans, plutôt que cinq.

EN BREF

La station Henri-Bourassa fermée

(Le Devoir) — Avec les travaux, les dérangements: depuis samedi matin et jusqu'à la fin août, la station de métro Henri-Bourassa, actuel terminus de la ligne orange, sera fermée au public, conséquence des travaux de construction du prolongement du métro vers Laval. Neuf circuits d'autobus de la Société de transport de Laval (STL) sont donc dorénavant détournés vers la station Sauvé. Les 16 autres circuits s'arrêtent toujours à Henri-Bourassa, où un système de navette conduira les usagers jusqu'à la station Crémazie. Du côté de la Société de transport de Montréal (STM), cinq circuits sont détournés vers les stations Sauvé, Crémazie et Jarry, et cinq autres s'arrêtent comme d'habitude à Henri-Bourassa. Pour permettre aux navettes de circuler rapidement entre Henri-Bourassa et Crémazie, il y aura une voie réservée aux autobus rue Berri (le matin) et rue Lajeunesse (en fin d'après-midi) dans ce secteur. Informations détaillées au: *www.stm.info*; *www.stl.laval.qc.ca*; ligne info-travaux ☎ (514) 786-4636.

Le nombre de délinquants dangereux augmente

Saint-Jean (PC) — Le nombre des criminels dangereux et des anciens détenus faisant l'objet d'une surveillance à long terme a augmenté progressivement au cours de la dernière décennie, les tribunaux et la Couronne ayant de plus en plus souvent eu recours à la législation sur les délinquants dangereux dans les cas de crimes violents et répétés. Il y avait 331 criminels jugés dangereux au Canada, le 7 mars, selon des documents internes du gouvernement fédéral. Le taux de désignation a atteint un sommet en 2001, alors que 29 délinquants ont été jugés criminels dangereux par les tribunaux. L'an dernier, 26 autres se sont greffés au groupe. Depuis que le fédéral a ajouté au code criminel la catégorie des délinquants visés par une surveillance de longue durée, en 1997, 260 personnes se sont vu infliger, au moment de la détermination de leur peine, en plus de l'incarcération, une surveillance pendant 10 ans après leur libération.

Les médecins spécialistes craignent le préjugé économique du Conseil du médicament

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

D'avis que les décisions du Conseil du médicament sont trop souvent influencées par de strictes considérations budgétaires, les médecins spécialistes réclament la création d'un organisme indépendant pour se pencher sur la validité thérapeutique des nouveaux médicaments.

À quelques jours du Symposium sur les médicaments qui se tiendra cette semaine à Québec à l'initiative du ministère de la Santé, les médecins spécialistes ne cachent pas leurs inquiétudes. Et cela, parce que la hausse galopante du coût du régime d'assurance-médicaments incite de plus en plus Québec à resserrer la vis, et à reléguer certaines molécules sur la liste des médicaments d'exception.

L'année dernière, le couperet s'est abattu sur certaines pompes buccales pour l'asthme, appelées Advair et Symbicort, que le Conseil du médicament jugeait trop coûteuses pour les maintenir la liste générale des médicaments. Depuis septembre dernier, les médecins doivent remplir le formulaire destiné aux médicaments d'exception et obtenir le feu vert de la Régie de l'Assurance-maladie du Québec (RAMQ) pour les prescrire à leurs patients.

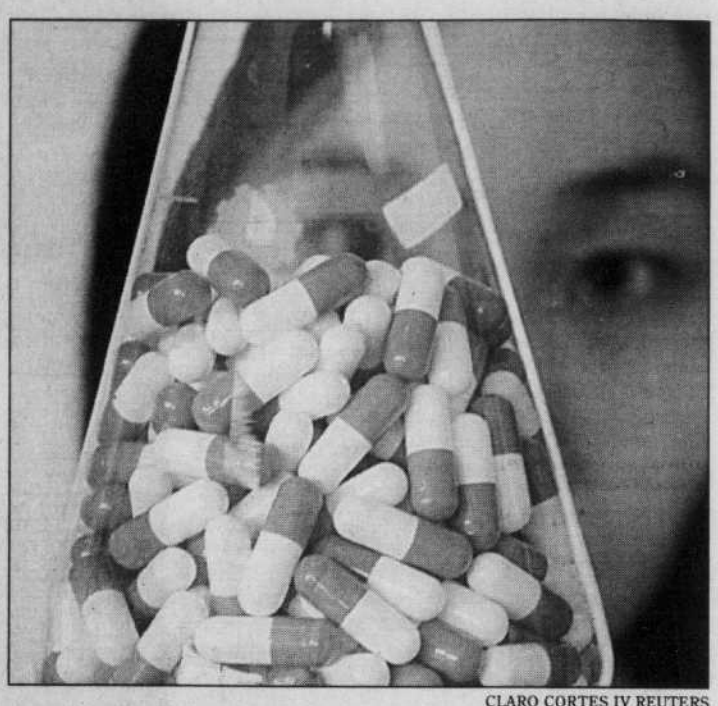
Nouveaux obstacles

La Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) craint donc les décisions à venir du Conseil du médicament, qui pourraient se répercuter par de nouveaux obstacles à l'accès à certains médicaments coûteux pour les patients. Le Dr Yves Dugré, président de la FMSQ, estime que l'enjeu pour la santé des patients est trop important pour que le gouvernement ne soit motivé que par des considérations politiques et budgétaires.

«Le processus d'évaluation des médicament par le Conseil du médicament ne nous apparaît pas indépendant. On sait qu'on n'a pas le choix de contrôler les coûts, mais il devrait y avoir une évaluation thérapeutique indépendante réalisée par des experts, distincte de l'évaluation pharmaco-économique», estime ce dernier.

On sait notamment que le Conseil du médicament a dans sa mire les nouveaux anti-inflammatoires très populaires contre l'arthrite, dont le Vioxx et le Celebrex, dont le coût annuel oscillait autour de 200 millions en 2001. Le Conseil du trésor avait d'ailleurs émis une note interne à l'époque pour alerter le gouvernement sur ce phénomène.

Selon les médecins spécialistes, l'obligation de remplir des formulaires pour les médicaments d'exception peut facilement devenir une barrière à la prescription. *«Il ne faut pas que le contrôle des coûts devienne un obstacle au traitement, puisque l'on traite de plus en plus de pathologies avec des médicaments. Nous sommes prêts à apporter note contribution pour réduire les coûts, notamment en faisant de la formation. Mais il faut préserver l'accès à la prescription optimale»*, a insisté le Dr Dugré.



CLARO CORTES IV REUTERS

Les médecins spécialistes réclament la création d'un organisme indépendant pour se pencher sur la validité thérapeutique des nouveaux médicaments.

CONGRÈS DE L'ACFAS

L'utopie de la neuroscience

Faire le pont entre l'esprit et le corps apparaît impensable au professeur Alain Ehrenberg

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
LE DEVOIR

Une pénicilline de l'âme pour bientôt? Rien n'est moins sûr, croit le Français Alain Ehrenberg, qui là où plusieurs voient la promesse d'une fusion parfaite de la neurologie et de la psychiatrie grâce à la neuroscience, voit plutôt une utopie réductrice. Ce n'est pas tant la recherche biologique en psychiatrie elle-même qu'il remet en question, mais les illogismes qui grèvent ses prétentions thérapeutiques. Des prétentions largement surestimées, a-t-il expliqué au cours d'une conférence donnée en début de semaine à l'occasion du 72e congrès de l'ACFAS.

Brièvement, la neuroscience se partage en deux programmes: un faible et un fort. Le programme faible vise la progression dans le traitement des maladies neurologiques comme le Parkinson ou l'Alzheimer. Le programme fort entend pour sa part construire une biologie de l'esprit pour augmenter les capacités de décision et d'action de la personne.

Pour y parvenir, le programme fort entend venir à bout de la tension qui existe depuis toujours entre l'esprit et le corps. Plus concrètement, les chercheurs en neurosciences cherchent à faire des liens entre le cerveau et l'esprit aux moyens d'innovations techniques comme l'imagerie cérébrale, une technique qui permet de voir le cerveau en action.

Cette aspiration toutefois est illusoire, prétend le professeur à l'Université René Descartes Paris V. *«Cette tension n'est pas seulement interne au monde de la psychiatrie et de la santé mentale, mais si inhérente à notre forme de vie qu'elle ne saurait un jour être surmontée»*, tranche celui qui est aussi directeur du groupement de recherche «Psychotropes, Politique, Société» au Centre national de recherche scientifique (CNRS).

La réalité sociale

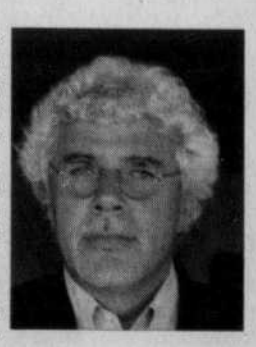
Depuis toujours, les biologistes ont étudié le corps en faisant abstraction de la réalité sociale de la personne. Plus maintenant. *«Le problème, c'est que le nombre de spéculations biologiques sur l'esprit effectuent un pas de plus qui, à mon sens, est un pas de trop*, explique le sociologue. *On passe de la nécessaire neutralisation méthodologique à l'aveuglement conceptuel où l'être abordé selon le corps est assimilé à l'être considéré dans sa totalité.»*

L'objectif ici pourrait être comparé au Graal de la psychiatrie alors qu'on cherche à objectiver ce que l'individu ressent de façon subjective. C'est ainsi que l'idée que la connaissance du cerveau est indispensable pour se comprendre soi-même est devenue monnaie courante chez nombre de spécialistes, qu'ils soient psychologue, sociologue ou anthropologue. Tant et si bien en fait qu'ils ont délaissé peu à peu la société pour se concentrer sur le soi.

C'est là leur erreur, croit Alain Ehrenberg. Pour l'auteur de nombreux livres sur l'individu contemporain, l'homme est en effet avant tout un être social auquel le cerveau est forcément subordonné. *«La subjectivité ne peut être scientifique dans aucun sens*, explique-t-il. *Les biologistes ne peuvent montrer que ce que nous sommes.»* C'est ainsi que l'espoir de la neuroscience de faire le pont entre l'esprit et le corps lui apparaît impensable. *«Ma thèse est que le programme fort est la version scientifique de la totémisation du soi, une alliance du mythe individualiste de l'intériorité et de l'autorité de la science.»*

Pour lui, l'idée de la synthèse est d'ailleurs profondément fausse et illusoire. *«On n'arrivera jamais à réduire l'ensemble des phénomènes à des mécanismes biologiques ni à faire une synthèse biopsychosociale parfaite»*, croit-il. La solution? Plutôt que de chercher la fusion, *«servons-nous des progrès effectués grâce à la neuroscience pour mieux réfléchir à leur distinction»*.

Monsieur Jean-Marc Léger, président de Léger Marketing a le plaisir d'annoncer la nomination de Messieurs Mario Bertrand et Peter White comme membres du Conseil d'administration de Léger Marketing



Mario Bertrand est, depuis janvier 2000, président de New Ventures et du holding de participations financières (T.A. Corp) de Telesystem International Wireless Inc. De 1995 à 1999, il a occupé le poste de Président directeur général Europe de la même société.

De 1986 à 1990, il a assumé les fonctions de Directeur de Cabinet du Premier Ministre du Québec, Monsieur Robert Bourassa. Il a, par la suite, assumé la présidence du Groupe TVA.

Au Canada, Mario Bertrand a siégé aux conseils d'administration de Hydro-Québec, Laurentienne Assurances, M3I Inc., Magasins M., Télé Métropole et de la Fondation le Devoir. En Europe, il siège aux conseils d'administration de CMI Musik International n.v., Le Spectacle.com s.a., Distraction Formats Inc., Clear Wave, MobiFon , Cesky Mobil et TIW Asia.

Peter White est co-chef des opérations de Hollinger Inc., membre du conseil d'administration et VP exécutif de Ravelston Corporation et d'Argus Corporation. Il siège aussi au conseil d'administration de Hollinger Inc., Cinram International, Normerica Building Systems Inc., et Baker Group International. Il est président du conseil de Ski Banff@Norquay, du St. Thomas Skyride et de Speyside East Corporation de London et fiduciaire du Fraser Institute.

Peter White a été co-président national de l'Alliance canadienne lors de la campagne électorale de 2000. En 1988 et 1989, Monsieur White a été premier secrétaire du premier ministre du Canada, Monsieur Brian Mulroney avec qui il avait travaillé de 1983 à 1986.

Licencié en droit de l'Université Laval en 1963, Peter White a été adjoint spécial du ministre fédéral des forêts et du développement rural et du premier ministre du Québec, Monsieur Daniel Johnson père.

Leger MARKETING

MEMBRE GALLUP INTERNATIONAL ASSOCIATION

La GRC serait mal formée pour intervenir en cas de crise en santé mentale

JIM BRONSKILL
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les agents de la Gendarmerie royale du Canada devraient avoir une meilleure formation pour composer avec les situations de crise en santé mentale, estime un organisme de surveillance, après un incident au cours duquel des agents ont aspergé un schizophrène de poivre de Cayenne 25 fois.

Dans son rapport final sur cette affaire, la Commission des plaintes contre la GRC avoue être déçue de l'attitude du chef du corps policier, Giuliano Zaccardelli, qui écarte toute formation de ses troupes en matière de maladie mentale. Le haut dirigeant estime en effet que l'instruction reçue par ses agents est suffisante.

Arrestation violente

À l'origine de ce différend: l'arrestation violente d'un homme de 26 ans souffrant de schizophrénie paranoïde par trois gendarmes.

Les noms des protagonistes ainsi que le lieu de l'incident ne peuvent être divulgués pour respecter la confidentialité.

Pourtant informés de l'état de santé de l'individu, les agents s'étaient présentés chez lui un après-midi avec un mandat d'arrestation. Il avait refusé d'obtempérer et s'était barricadé. Après l'avoir averti, les policiers s'étaient introduits par la porte arrière et le prévenu les avait accueillis avec une planche de bouleau à la pointe aiguisée. Il s'était aussi servi d'un bâton de baseball durant l'affrontement, au cours duquel les agents l'ont aspergé 25 fois de poivre de Cayenne en 40 minutes. Ce n'est qu'avec l'arrivée de la mère du jeune homme que la rixe avait pris fin.

La dame a par la suite déposé une plainte à la Commission, qui est une agence fédérale indépendante chargée d'enquêter sur la GRC.

La présidente de la Commission, Shirley Heafey, a conclu que la caporale et les deux premiers agents ont fait usage d'une *«force excessive»*, ce qui a aggravé la situation. Mais elle n'a pas tout à fait condamné les gendarmes, du fait qu'ils ne disposaient pas de la formation nécessaire pour composer avec les cas graves de maladie mentale.

En octobre dernier, dans son rapport préliminaire, la présidente recommandait une formation exemplaire en santé mentale pour tous les patrouilleurs, ainsi qu'un protocole national sur l'intervention dans ces situations de crise. Elle notait aussi que, selon le ministère fédéral de la Santé, 20 % des Canadiens souffriraient un jour ou l'autre dans leur vie de problèmes de santé mentale.

Les policiers sont souvent les premiers intervenants lorsque survient une crise impliquant une personne souffrant de maladie mentale.

Dans sa réplique, en février, le commissaire de la GRC a convenu que les policiers en cause avaient fait preuve d'une force excessive. Mais il a écarté l'idée d'une formation intensive pour tout le corps policier car, notait-il, tous les cadets reçoivent déjà depuis 1995 une formation approfondie à ce sujet. Il a ajouté qu'il revenait aux superviseurs de s'assurer que les agents disposaient des aptitudes, des connaissances et des habiletés nécessaires avant d'intervenir.

Enfin, Mme Heafey a dit dans son rapport final être déçue que le commissaire n'ait pas saisi la balle au bond pour former son effectif, compte tenu du fait que les superviseurs sont eux-mêmes dépourvus lorsqu'il s'agit d'évaluer les situations de crise en santé mentale.

LE DEVOIR

POLITIQUE

Chantal Hébert

◆ ◆ ◆

Lettre ouverte à Paul Martin

Selon vos stratèges, vous allez plus tard aujourd'hui parler aux Québécois de votre vision de leur place dans la fédération canadienne. Il y a bien longtemps qu'on ne vous a entendu discourir sur un sujet qui tient très directement à cœur à vos concitoyens du Québec. En fait, si mes souvenirs sont bons, votre dernière intervention à caractère spécifiquement québécois remonte à la dernière campagne référendaire.

Il faut dire que l'événement vous avait sans doute traumatisé. En affirmant, sans nuances, qu'un million d'emplois étaient dans la balance référendaire, vous aviez commis une des plus grandes maladresses fédérales de la campagne. Depuis, on ne vous a guère entendu réfléchir tout haut sur ce genre de question.

Les occasions n'ont pourtant pas manqué. Les bourses du Millénaire, le programme des drapeaux et la Loi sur la clarté ont été autant de temps forts de la politique fédérale en ce qui a trait au Québec. Chaque fois, vous vous en êtes tenu à hocher du bonnet aux initiatives post-référendaires de Jean Chrétien. La campagne au leadership s'est également déroulée sans que vous ne reveniez sur la question. Ce n'était certainement pas faute de temps puisque la course à la succession libérale s'est étirée sur 18 longs mois. Votre discours de victoire en novembre dernier faisait moins de place au Québec que celui du chef conservateur Stephen Harper en mars et le congrès qui a y mené guère davantage de place au français que celui des Tories. Quant à votre premier discours du trône, il était muet sur le Québec.

Il est vrai que c'est dans la vieille capitale que vous avez choisi le mois dernier de prononcer un discours sur les commandites. Mais, comme dans le scandale lui-même, le public québécois jouait pour l'occasion un rôle de figuration imposée. Point n'aurait été besoin de changer une ligne à votre discours pour le livrer à Winnipeg ou à Victoria. D'ailleurs, vos conseillers l'avaient baptisé le *Never Again Speech*, un nom qui dit bien qu'encore davantage que Brian Mulroney et Jean Chrétien, les choses autour de vous se passent beaucoup dans l'autre langue.

Il y a quelques semaines, Stephen Harper prononçait devant la Chambre de commerce à Laval — celle-là même qui vous reçoit aujourd'hui — son premier discours officiel en sol québécois à titre de chef conservateur. Il se trouvera certainement des membres de votre entourage pour faire remarquer combien l'auditoire est plus fourni ce midi que le jour de la visite de M. Harper.

Mais calcul pour calcul, il aura également fallu cinq mois de moins à votre adversaire conservateur pour venir exposer de vive voix sa vision du fédéralisme aux Québécois. Et l'histoire ne dit pas de quoi vous auriez parlé aujourd'hui si votre parti n'avait pas piqué du nez dans les sondages au Québec au cours des derniers mois. La nécessité de ramener au premier plan l'option souverainiste du Bloc québécois n'est certainement pas complètement étrangère à votre intérêt renouvelé pour le sujet du fédéralisme.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que votre allocution est très attendue.

Comme à l'époque du référendum, vous donnez en effet des sueurs froides à vos alliés fédéralistes. L'un d'entre eux, un vétéran ontarien des guerres constitutionnelles, me disait justement la semaine dernière combien il s'inquiétait de ce que vous ayez jamais à défendre le Canada à l'occasion d'un autre référendum. Après tout, si la tendance se maintient et si vous avez le bonheur de décrocher une majorité le 28 juin, le Parti québécois pourrait être de retour au pouvoir bien avant la fin de votre premier mandat.

Or, il faut bien dire que votre traitement des soldats fédéralistes d'hier n'a rien de mobilisateur. Dans les milieux d'affaires fédéralistes, on n'est pas près d'oublier que vous avez consacré davantage d'énergie ces derniers mois à défendre les antécédents bloquistes de votre lieutenant Jean Lapierre qu'à tenir compte des états de service fédéralistes de Michel Vennat ou de Jean Pelletier. Et votre traitement, sordide, de Stéphane Dion n'a rien pour encourager d'autres intellectuels québécois à monter au front des idées pour défendre le fédéralisme au Québec à l'avenir. Comme vous le savez bien, il est tellement plus facile de se taire.

À Québec, il y a actuellement un gouvernement sur lequel repose le fardeau de la preuve du fédéralisme. Le moins que l'on puisse dire, c'est que, au rythme où vont les choses, Jean Charest va crouler sous le poids. En balayant l'existence du déséquilibre fiscal du revers de la main, vous faites du même coup bien peu de cas de la volonté des Québécois de s'assurer que le seul gouvernement qu'ils contrôlent ait les moyens de leurs ambitions.

Dans la foulée de l'affaire des commandites, vous avez juré que le temps où Ottawa tentait d'acheter la loyauté des Québécois avec leur propre argent était révolu, mais j'ai consulté en vain votre discours du Trône la semaine dernière pour trouver le passage qui traitait de l'urgence d'ajouter quelques miettes au régime de l'assurance-emploi.

En vous voyant octroyer par décret des circonscriptions à vos anciens organisateurs au leadership et nommer un député lieutenant-gouverneur du Manitoba pour faire de la place à un candidat-vedette de Winnipeg, je me suis demandé si vos engagements en matière de copinage valaient seulement pour les amis de Jean Chrétien et pas pour les vôtres.

Tout cela pour dire que, si jamais le Québec n'est pas au rendez-vous le 28 juin, ce sera surtout parce que vous lui avez fait faux bond.

Bonne campagne.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est **columnist** ***politique au*** **Toronto Star.**

En route vers les référendums sur la défusion

Certains arrondissements semblaient déjà avoir atteint le nombre de signatures nécessaire hier, jour d'ouverture des registres

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Feu vert aux référendums sur la défusion dans quelques-unes des anciennes municipalités de l'avant-fusion, qui semblaient avoir déjà atteint hier le nombre de signatures nécessaire pour justifier l'exercice démocratique du 20 juin prochain.

Dans certains des arrondissements chauds de Montréal, où les dernières semaines ont donné lieu à des campagnes enlevées autour du mouvement de défusion, les 10 % de signataires exigés pour motiver la tenue d'un référendum sur les défusions auraient foulé dès hier le seuil des bureaux désignés pour l'opération, qui se poursuivra maintenant jusqu'à jeudi soir.

Alors que les résultats officiels ne seront connus que vendredi matin, au terme des cinq jours permis aux adeptes de la défusion pour noircir les registres, dans Baie d'Urfé, Westmount, Mont-Royal, Senneville et Montréal-Est, le nombre de signatures exigé semblait avoir déjà été atteint hier, sur les coups de midi, trois heures à peine après le lancement de l'opération.

Selon une logique implacable, plus le nombre de signatures est restreint, plus on l'atteint vite, ce qui a fait dire à certains hier que dans Senneville (72 signatures requises), Montréal-Est (286) et Baie-d'Urfé (260), le nombre de griffes nécessaire était atteint. À Westmount (1433), Dollard-des-Ormeaux (3565) et Kirkland (1501), c'est l'agitation des comités du OUI qui permettra l'atteinte des quotas, et ce, malgré des cibles plus élevées.

Les bureaux de Mont-Royal ne désemplissaient pas hier en avant-midi, où les gens faisaient la queue pour aller signer les précieux registres, signifiant du coup leur penchant pour l'option de la défusion. La loi 9, qui chapeaute ce processus promis par l'équipe de Jean Charest lors de la dernière campagne électorale, prévoit en effet la tenue d'un référendum sur le *«démembrement»* lorsque 10 % des citoyens inscrits sur la liste électorale des anciennes municipalités en manifestent le désir par la signature des registres.

Dans certaines anciennes municipalités, comme Saint-Bruno, des troupes de bénévoles s'activaient à inciter les gens à sortir en ce dimanche pour une petite signature, ce qui a donné lieu hier à des opérations de porte-à-porte de même qu'à des cortèges organisés de voitures dans les rues.

«Pas question de manquer cette occasion de voter», affirmait hier ce résidant de Mont-Royal venu attendre avec ses deux mousses à l'hôtel de ville pour parapher les registres. *«On a beaucoup plus à gagner en revenant à l'ancienne formule qu'en restant dans Montréal.»*

À Outremont, arrondissement du maire Gérald Tremblay, les allées et venues étaient plus clairsemées hier matin, tandis qu'à Westmount, l'affluence d'hier laissait présager la tenue d'un référendum le 20 juin prochain. Le groupe Péage.org, qui a protesté contre le processus possible de *«démembrement»* en érigeant au gré des semaines de faux postes de péage liés à des frontières invisibles, a dû déplacer ses pénates hier à Westmount, où il s'était installé près du bureau désigné pour la signature des registres.

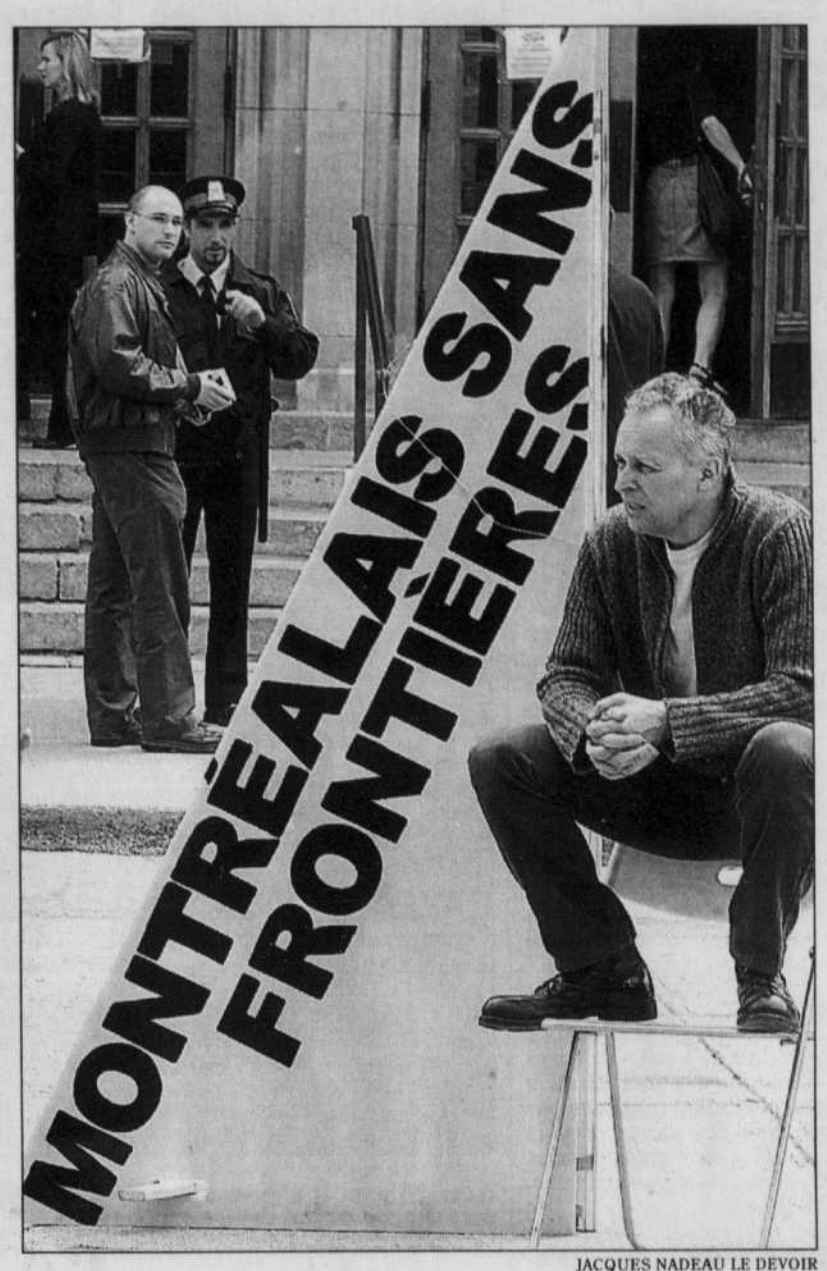
Un dû

Partout au Québec, le processus de signature des registres s'est amorcé ainsi dans les 212 anciennes municipalités fusionnées en 42 nouvelles villes: on a ainsi vu l'ancienne mairesse de Sainte-Foy, Andrée Boucher, associée à une vive opposition au mouvement de fusion de la Ville de Québec, parapher le registre de l'ancienne Sainte-Foy dans l'espoir d'obtenir le droit au référendum.

«C'est un dû, cette consultation-là», a affirmé hier Andrée Boucher sur les ondes de RDI. *«C'est un droit de nous prononcer sur l'avenir de notre municipalité.»*

Quant à lui, le maire Gérald Tremblay a accusé les pro-défusions de faire preuve de *«beaucoup de démagogie»*, comme il l'a indiqué hier en entrevue sur le réseau LCN, faisant allusion au processus de mésinformation amorcé, selon lui, par certains défusionnistes.

Pendant que les libéraux du Québec avançaient à pas feutrés cette fin de semaine sur la question du *«démembrement»*, le ministre des Finances Yves Séguin a quant à lui clairement affiché son penchant pour le maintien des grandes villes. *«J'ai un préjugé favorable pour la grande Ville de Montréal»*, a-t-il affirmé samedi, lors du congrès des libéraux du Québec, à Trois-Rivières.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le groupe Péage.org, qui a protesté contre le processus possible de «démembrement» en érigeant, au gré des semaines, de faux postes de péage liés à des frontières invisibles, s'est installé près du bureau désigné pour la signature des registres.

Fournier précise les règles

TOMMY CHOUINARD
LE DEVOIR

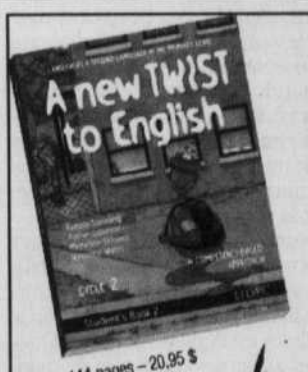
Trois-Rivières — Les défusionnistes tels que les anciens maires de Westmount, Peter Trent, et de Sainte-Foy, Andrée Boucher, *«font fausse route»* en prétendant qu'à la suite d'un démembrement une ancienne ville pourra récupérer des pouvoirs détenus par l'agglomération, estime le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, Jean-Marc Fournier.

Le gouvernement Charest n'entend pas céder aux pressions exercées par des leaders défusionnistes qui souhaitent retrouver leur ancienne ville comme elle existait avant les regroupements municipaux.

«On ne ferait pas un registre et un référendum si on ne voulait pas écouter ce que le monde a à dire et respecter ce qu'ils ont à dire. S'il fallait qu'on change les règles, on aurait trompé la population. À ceux qui disent "je vais les changer après", je répond que ce ne serait plus un vote qui serait correct», a affirmé le ministre Fournier, hier, au conseil général du PLQ, à Trois-Rivières. Son commentaire coïncide avec l'ouverture des registres, qui a eu lieu officiellement hier.

Jean-Marc Fournier invalide ainsi l'un des principaux arguments des défusionnistes pour inciter les citoyens à signer les registres puis à voter en faveur du démembrement lors des référendums qui auront lieu le 20 juin. Pierre Trent, à Montréal, et Andrée Boucher, à Québec, ont prétendu au cours des derniers jours qu'il serait possible d'amender la loi 9 pour que les anciennes villes qui votent en faveur du démembrement puissent arracher des pouvoirs détenus par les agglomérations.

Jean-Marc Fournier a précisé que le partage des pouvoirs était prévu à la loi 9. C'est sur cette loi, et rien d'autre, que repose la consultation, a-t-il dit. Selon le ministre Fournier, son gouvernement n'aurait *«aucune marge de manœuvre politique»* pour répondre aux demandes des défusionnistes, puisqu'il a consulté l'ensemble des citoyens à partir du partage de pouvoirs défini dans la loi 9. *«Les règles sont un peu strictes, les gens nous le reprochent du côté défusionniste, mais je pense qu'il faut des règles strictes pour qu'on puisse faire voir une réelle légitimité derrière les choix qui vont être faits»*, a-t-il ajouté.



Pamela GUNNING
Rachel LALONDE
Micheline SCHINCK
Wynanne WATTS

A new TWIST to English
Cycle 2 — Cycle 3

A Competency-Based Approach.

En vente dans toutes les librairies

LIDEC inc.
(514) 843-5991

Conduisez une aubaine !

Uptown Volvo renouvelle sa flotte de voitures de courtoisie

Nous offrons maintenant
20 Volvo S40 2001
pour aussi peu que

19 999$

Taux de financement débutent à **0,8 %.**
Kilométrage en dessous de 60 000 km.

UPTOWN VOLVO
Département d'occasion certifié Volvo
737-4321
www.uptownvolvo.com

Pour plus de renseignement et un essai routier, visitez notre département de voitures d'occasion certifiée aujourd'hui.

Destinations

Pour annoncer dans ce regroupement,
contactez Jean de Billy au (514) 985-3456 ou à jdebilly@ledevoir.com

SHAUN BEST REUTERS

Le premier ministre Paul Martin prononcera aujourd'hui à Laval ce que son entourage présente comme un «important» discours sur la place du Québec au sein du Canada.

Paul Martin n'évoquera pas la société distincte

SYLVAIN LAROCQUE
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le premier ministre Paul Martin prononcera aujourd'hui à Laval ce que son entourage présente comme un *«important»* discours sur la place du Québec au sein du Canada. On n'y trouvera toutefois aucune référence aux revendications traditionnelles de l'Assemblée nationale.

«M. Martin veut surtout faire une démonstration de son ouverture envers le Québec et de l'importance d'avoir le Québec comme un joueur à part entière qui s'implique, a indiqué une source bien informée à La Presse canadienne. *Le Québec a des choses à apporter à l'ensemble du pays.»*

Aucune mention, donc, du statut de «société distincte» que réclament les gouvernements québécois depuis des décennies, ni de la possibilité pour Québec de se retirer des programmes fédéraux avec pleine compensation financière, une autre vieille revendication.

«Ça ne sera pas un discours sur les négociations constitutionnelles, a précisé la source. [...] *La reconnaissance de la spécificité du Québec, c'est dans l'action qu'elle s'exprime et il n'est pas mal à l'aise avec ça.»*

Paul Martin répétera donc le message qu'il martèle depuis son accession au leadership libéral, en novembre: Ottawa doit consulter davantage le Québec, et les autres provinces, avant de prendre des décisions pouvant les affecter.

«Au cours des dernières années, ce sont tout le temps les conflits qui ont déterminé la nature des relations fédérales-provinciales, a expliqué la source haut placée. *Il s'agit tout le temps de savoir qui a gagné et qui a perdu. Dans le fond, avec ces chicanes entre les gouvernements, on laisse un peu les citoyens de côté.»*

Le chef libéral voudra donc, une fois de plus, prendre ses distances de son prédécesseur, Jean Chrétien, reconnu pour son attitude cavalière avec les provinces. Mais à la veille du déclenchement de la campagne électorale, l'entourage de Paul Martin met un bémol.

«Ce n'est pas uniquement par rapport à Jean Chrétien, soutient-on. *Il y a tout le temps eu ces tensions; tout est jugé à l'aune du "cash" qu'on* [Ottawa et les provinces] *met ou qu'on ne met pas. M. Martin veut changer cette mentalité-là en organisant des rencontres plus régulières, en s'entendant sur des ordres du jour conjoints.»*

Du bout des lèvres, on laisse entendre que le Québec pourrait, en raison de sa spécificité, obtenir un traitement particulier par rapport aux autres provinces.

«Nous reconnaissons qu'il y a un rôle parfaitement légitime pour les provinces en général, a expliqué la source. *Et dans le cas du Québec, dans certains domaines qui sont plus précis...»*

On donne l'exemple des négociations actuelles sur le programme fédéral de congés parentaux, que Québec veut rapatrier et bonifier. Et on souligne qu'Ottawa s'est engagé, au début de l'année, à amorcer des négociations avec le gouvernement de Jean Charest sur la place du Québec sur la scène internationale.

«Si tu pars avec cette attitude de collaboration, c'est bien évident qu'il y a certains secteurs d'activités où le Québec est plus en avance, où le Québec a des intérêts particuliers, puis on ne se fera pas forcer la main pour travailler avec Québec dans ces secteurs-là, au contraire. On va le faire avec enthousiasme.»

Combattre le Bloc

Le discours que prononcera Paul Martin devant la Chambre de commerce de Laval n'abordera pas, d'autre part, la question de la réforme du Sénat, réclamée par les provinces et l'Ouest et, depuis peu, par le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier.

Quoi qu'il en soit, l'opération vise indirectement à contrer les attaques du Bloc québécois, qui a débuté sa campagne électorale ce week-end. Les libéraux sont toujours en arrière dans les intentions de vote au Québec et pourraient perdre une dizaine de sièges au lendemain du scrutin, attendu le 28 juin.

En après-midi, aujourd'hui, le premier ministre se rendra à Mirabel afin de participer à une *«table ronde»* avec des dirigeants socio-économiques. En dépit des demandes répétées de nombreux intervenants régionaux, M. Martin n'annoncera aucun projet pour relancer l'aéroport, qui verra ses derniers passagers en novembre, avec le départ d'Air Transat.

Depuis la publication du rapport de la vérificatrice générale, Sheila Fraser, sur le scandale des commandites, en février, Paul Martin a multiplié les déplacements au Québec et ailleurs au pays afin de refaire l'image du Parti libéral. Ce sont les contribuables qui assument le coût de ces voyages, par l'entremise du budget du cabinet du premier ministre.

«Il y a un élément pour lequel on n'a aucune gêne, c'est que ce premier ministre-là se promène d'un bout à l'autre du pays et aille rencontrer les Canadiens pour discuter de leurs préoccupations, de leurs espoirs et de leurs projets, a rétorqué un porte-parole de M. Martin. *C'est légitime.»*

Conseil général du Parti libéral du Québec

Charest promet des réductions d'impôt de cinq milliards

TOMMY CHOUINARD
LE DEVOIR

Trois-Rivières — Blâmé par les militants de son propre parti pour avoir renié certains de ses engagements électoraux, le premier ministre Jean Charest a promis que les impôts de l'ensemble des contribuables québécois seraient réduits de cinq milliards de dollars d'ici à la fin de son mandat.

Lors du conseil général du PLQ, qui s'est tenu à Trois-Rivières ce week-end, le comité de suivi des engagements électoraux a critiqué sévèrement le gouvernement Charest parce qu'il n'a pas baissé les impôts de tous les Québécois de un milliard de dollars dès cette année comme il avait pourtant promis de le faire.

«Clairement, l'engagement n'est pas respecté. Cet engagement est important pour les militants, pour la population. C'est là-dessus qu'on s'est fait élire, alors il faut le respecter», a affirmé le président du comité, Robert Dubé.

En conférence de presse hier, Jean Charest a affirmé que les primes au travail et le soutien aux enfants représentaient *«un milliard de dollars qui retourne dans les poches des Québécois». «Je pense que ça rejoint pas mal les objectifs qu'on s'était fixés»*, a-t-il dit.

Or M. Dubé estime que cet argument, utilisé par tous les membres du gouvernement Charest depuis le dépôt du budget à la fin mars, est erroné puisque ces primes constituent plutôt des *«arrangements fiscaux»*. Les véritables baisses d'impôts ne s'élèvent qu'à 219 millions de dollars cette année.

Ainsi, le gouvernement doit réduire les impôts de 4,8 milliards de dollars. S'il décide de rester au pouvoir jusqu'à la toute fin de son mandat, il devra alléger le fardeau fiscal des Québécois de 1,2 milliard en moyenne au cours des quatre prochaines années.

Engagement ferme

La réduction des impôts de cinq milliards de dollars en cinq ans *«est un engagement ferme, et nous allons le tenir»*, a affirmé Jean Charest devant les 700 militants libéraux réunis à Trois-Rivières. Le premier ministre a indiqué que son gouvernement allait garder le cap. *«Les mots renoncer et abdiquer ne font pas partie du vocabulaire du Parti libéral du Québec»*, a-t-il lancé aux militants.

Le rappel à l'ordre des militants est positif aux yeux du chef libéral. *«Le parti nous dit qu'on a du chemin à faire. Je suis d'accord. Je trouve ça encourageant qu'il y ait un consensus aussi fort dans le parti. Je vis dans un parti reconnu pour la vivacité de ses débats. Je suis fier de ça»*, a-t-il affirmé.

Le comité de suivi des engagements électoraux a reproché au gouvernement de ne pas avoir augmenté le nombre d'heures d'enseignement au primaire, d'avoir reporté la création d'un ordre professionnel des enseignants et d'avoir augmenté les frais de garde de cinq à sept dollars. Ces décisions sont toutes contraires au programme électoral du PLQ.

Forum régional du Centre-du-Québec

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Dans 25 ans, il n'y aura plus au québec que deux personnes en âge de travailler pour une personne de 65 ans et plus.

Une politique familiale avant les baisses d'impôt

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Victoriaville — Tandis que les libéraux réunis pour leur conseil général à Trois-Rivières réclament le respect intégral de la promesse électorale d'une baisse d'impôt de cinq milliards en autant d'années, les participants au Forum régional du Centre-du-Québec ont exigé plutôt du gouvernement Charest qu'il mette en œuvre une véritable politique familiale ou encore qu'il réduise la dette.

Après Laval samedi, c'est à Victoriaville que s'est déplacée hier la machine des Forums régionaux où des représentants de la population — choisis au hasard parmi des gens qui s'étaient inscrits pour participer —, des élus ainsi que des leaders régionaux échangent leurs opinions sur le double thème de la situation précaire des finances publiques et des inquiétants changements démographiques qui attendent le Québec.

Selon les organisateurs, ils étaient 65 citoyens, 20 élus et 21 leaders de la société civile à s'être présentés pour discuter de ce thème grave devant la ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, et son coprésident du secteur privé prêté par Bell Canada, Pierre Shedleur. Neuf élus manquaient à l'appel (ils auraient dû être 29) ainsi que six leaders régionaux. Certains maires se sont fait remplacer par des observateurs. Quatre députés de l'Assemblée nationale et la vice-première ministre, Monique Gagnon-Tremblay, étaient de l'événement. On sait que les centrales syndicales, les groupes communautaires et les groupes de femmes ont décliné l'invitation du gouvernement. Mais, dans ces deux derniers cas, leurs points de vue furent défendus par des participantes.

Hors du credo

On ne peut taxer le Forum du Centre-du-Québec d'avoir été marqué par la partisanerie libérale. Dans la synthèse qu'elle a livrée en clôture de l'événement, Mme Beauchamp a vu un appui tacite à la vision gouvernementale dans de nombreux témoignages, notamment que les gens étaient convaincus que le statu quo n'était pas possible. Les participants ont toutefois émis des opinions et fait des propositions qui ne cadraient bien souvent pas avec les credo du gouvernement Charest.

C'est le cas la question des baisses d'impôt. Alors que s'amorce un vieillissement accéléré de la population qui fera que, dans 25 ans, il n'y aura plus que deux personnes en âge de travailler pour une personne de 65 ans et plus, selon la tendance statistique exposée par le discours gouvernemental, aucune des personnes présentes n'a réclamé une baisse d'impôt. Certes, une voix s'est élevée pour suggérer qu'on abaisse la TVQ pour favoriser les familles à faible revenu, mais nombre d'intervenants ont proposé que le gouvernement, devant le défi démographique qui attend le Québec, investisse plutôt dans une véritable politique familiale, à l'européenne, généreuse envers les travailleurs autonomes, notamment ces femmes agricultrices qui reçoivent peu d'aide à l'heure actuelle. D'autres ont souligné l'importance de maintenir des services publics de qualité et ont soutenu que si les Québécois étaient les plus taxés en Amérique du Nord, c'est qu'ils obtenaient en contrepartie davantage de services publics.

Un jeune «raccrocheur» a, quant à lui, suggéré qu'on abaisse la dette publique dont le niveau le décourage d'avoir des enfants.

L'animatrice, Isabelle Maréchal, a martelé le leitmotiv du gouvernement: *«On est dans le rouge.* [...] *On n'est pas assez nombreux. On va avoir de gros problèmes.* [...] *Il y a urgence d'agir. Il faut faire les choses autrement»*, a-t-elle lancé en bonne meneuse de claques. Mais les participants, s'ils se sont montrés ouverts au changement, ont carrément contesté la vision catastrophique du gouvernement. *«Si on avait fait la même analyse dans la passé, on aurait fermé boutique»*, ont dit des leaders de la région. *«Si on veut, on a juste à retourner chez nous et à se tirer une balle dans la tête.»*

Plusieurs personnes ont demandé plus de souplesse dans l'application des conventions collectives ou relativement au pouvoir régional, a relevé Mme Beauchamp. D'autres ont souligné que les valeurs, notamment la responsabilité personnelle mais aussi le partage, devaient supplanter les plates statistiques. *«Les statistiques, il ne faut pas s'en servir comme un ivrogne avec un lampadaire»*, a dit un agriculteur. Elles doivent nous éclairer et non pas servir de béquille. *«Le néo-libéralisme, on commence à rêver d'autre chose»*, a fait observer, pour sa part, une jeune gestionnaire.

Quatre vidéos pour autant de thèmes abordés — l'éducation et l'emploi, la santé et les services sociaux, le développement économique et régional, et la famille et le développement social — ont permis aux ministres concernés — Philippe Couillard, Claude Béchard, Carole Théberge, Michelle Courchesne, Michel Audet, Nathalie Normandeau et Thomas Mulcair — de faire leur apparition virtuelle. Le premier ministre Jean Charest était le grand absent.

Endettement étudiant: l'aile jeunesse du PLQ se fait timide

TOMMY CHOUINARD
LE DEVOIR

Trois-Rivières — Le nouveau président de la commission jeunesse du Parti libéral du Québec, Simon Bégin, n'ose critiquer que du bout des lèvres le gouvernement Charest pour avoir fait augmenter l'endettement étudiant en haussant le plafond des prêts et en réduisant le montant des bourses.

Lors du discours qu'il a prononcé hier devant 700 militants réunis à Trois-Rivières pour le conseil général du PLQ, Simon Bégin s'est contenté d'inviter le gouvernement Charest à la prudence. Il a indiqué que l'accessibilité et la qualité de l'aide financière aux études étaient maintenues.

Questionné par des journalistes sur ses commentaires bien timides comparativement aux critiques acerbes exprimées par l'ensemble des associations étudiantes, M. Bégin a finalement laissé tomber que la voie empruntée par le gouvernement n'était *«pas acceptable». «Il faut éviter cela le plus possible. Sur l'endettement, il y a mieux à faire. Les étudiants trop endettés commencent leur vie avec un poids supplémentaire qui pourrait être évité. On demande au gouvernement d'être prudent»*, a-t-il dit.

La hausse du plafond des prêts — de 49 % au collégial technique et de 72 % au premier cycle universitaire — fera gonfler la dette d'études de 2170 $ après des études collégiales techniques et de 5840 $ après un baccalauréat.

Simon Bégin estime que sa critique est *«constructive»* puisque le programme québécois demeure *«l'un des plus généreux»* et que le montant d'aide financière versé aux étudiants ne change pas.

Simon Bégin salue la création du remboursement proportionnel au revenu, qui permettra aux diplômés d'effacer leur dette d'études en fonction du salaire qu'ils gagneront une fois sur le marché du travail.

Avant de devenir président de la commission jeunesse, Simon Bégin a occupé les postes d'administrateur de la Fédération étudiante collégiale du Québec, de président de l'Association générale des étudiants du Cégep de Rimouski, de conseiller jeune à l'Association libérale du comté de Rimouski et de représentant du Bas-Saint-Laurent à la commission jeunesse.

Ce week-end, les militants libéraux ont adopté une résolution, proposée par la commission jeunesse, visant à demander au gouvernement de prendre des *«décisions susceptibles d'influer sur l'orientation générale de l'éducation post-secondaire uniquement lorsque les conclusions de la commission parlementaire sur les universités et le forum sur l'avenir de l'enseignement collégial seront connues».*

Résultats

TVA, le réseau des tirages

SUPER 7 — Tirage du 2004-05-14

09 22 23 27 38 41 44

Complémentaire: (29)

Ventes totales : 14 818 472 $

Prochain gros lot : 2 500 000 $

	GAGNANTS	LOTS
7/7	1	2 500 000,00 $
6/7+	2	137 380,30 $
6/7	72	3 339,10 $
5/7	5 596	153,40 $
4/7	121 175	10,00 $
3/7+	110 988	10,00 $
3/7	1 013 528	Participation gratuite

Loto 649 — Tirage du 2004-05-15

21 24 30 32 40 41

Complémentaire: (07)

Ventes totales: 12 004 150 $

Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 $

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	2 000 000,00 $
5/6+	5	108 855,80 $
5/6	145	3 002,90 $
4/6	8 815	94,60 $
3/6	177 334	10,00 $

Québec 49 — Tirage du 2004-05-15

04 15 26 30 33 48

Complémentaire: (20)

Ventes totales: 575 134,50 $

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	1	50 000,00 $
5/6	33	500,00 $
4/6	990	50,00 $
3/6	18 513	5,00 $

Extra — Tirage du 2004-05-14

NUMÉRO	LOT
187408	100 000 $

Extra — Tirage du 2004-05-15

NUMÉRO	LOT
779750	100 000 $

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Roue de Fortune, Chez vous! Diffusée à TQS, du lundi au mercredi à 18 h 25 et le jeudi à 19 h 30.

EN BREF

Le SFPQ est inquiet

(Le Devoir) — Les compressions au sein de la fonction publique, notamment celles qui touchent le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (MESSF), inquiètent le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ). Dans un communiqué diffusé hier, le SFPQ et deux autres groupes sociaux dénoncent les conséquences de la suppression de 740 emplois à temps plein, qui sont ou seront abolis au terme de la prochaine année, au sein du réseau Emploi-Québec et à la Sécurité du revenu. Cette situation *«a déjà des effets, tant sur la qualité que sur la quantité des services offerts à la population*, affirment les responsables régionaux du syndicat. *Si les fonctionnaires constatent une dégradation dans la qualité des services offerts par le MESSF, le même constat est fait par les citoyens utilisateurs de ces services.»* Un sondage mené par le SFPQ révélerait notamment des temps d'attente plus long au téléphone avant de pouvoir parler à un agent, ainsi qu'une moins grande accessibilité aux services d'aide offerts par Emploi-Québec. Selon le syndicat, *«la réorganisation qui se met en place est loin d'améliorer la prestation des services et d'atteindre les objectifs fixés dans le plan de modernisation de l'État 2004-2007»*, présenté récemment par la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LE DEVOIR

LE MONDE

Les pro-guerre se retournent contre Bush

FABRICE ROUSSELOT
LIBÉRATION

New York — *«Est-il possible de réussir le changement de régime en Irak sans changer de régime aux États-Unis?»*. La question n'aurait surpris personne la semaine dernière dans le *New York Times* si elle n'était apparue en pages éditoriales sous la plume de Thomas Friedman. Éditorialiste libéral («de gauche» au sens américain du terme) revendiqué, travaillant dans un journal réputé libéral, Friedman a la particularité d'avoir soutenu avec vigueur la guerre en Irak menée par George W. Bush. Aujourd'hui toutefois, il reconnaît indirectement que ses certitudes sont quelque peu ébranlées. *«Je pensais que l'administration Bush ferait les choses justes en Irak — qu'il s'agisse de la préparation d'avant-guerre ou d'assigner suffisamment de troupes pour contredire l'incompétence du secrétaire de la Défense — parce que c'était le plus important pour le président et le pays. Mais j'avais tort»*, écrit-il encore.

En quelques jours, c'est donc comme si de nombreux «faucons» pro-guerre commençaient à la fois à avoir des doutes sur l'intervention contre Saddam Hussein et sur leur président. Loin de se limiter aux pages éditoriales du *New York Times*, le phénomène a gagné les rangs des conservateur et néo-conservateurs les plus acharnés. La semaine dernière, au beau milieu des révélations sur les sévices dans la prison d'Abou Ghraïb, le journaliste conservateur Andrew Sullivan, dont le «blog» d'actualité est très lu à Washington, s'est interrogé pour la première fois sur la *«justification morale»* de la guerre. Tant et tellement qu'il fut inondé de courriels incendiaires lui demandant de garder ses critiques pour lui.

À peine exposé, le scandale des abus des soldats américains a en réalité fonctionné comme l'ultime révélateur de l'échec patent de George W. Bush à gérer sa «victoire» en Irak. Si les partisans de la guerre ne remettent pas forcément en cause les raisons de l'offensive contre Bagdad, ils font part de leur incompréhension en ce qui a trait à la dégradation de la situation sur place. Ainsi Kenneth Pollack, un expert du Proche-Orient à la Brookings Institution, qui avait écrit un livre appelant à la guerre contre Saddam (*The Threatening Storm*), regrette-t-il aujourd'hui *«la préparation défaillante»* de l'après-guerre. *«Il est clair que ceux qui étaient chargés de planifier l'après-guerre n'ont tout simplement pas fait leur travail,* expliquait-il lors d'un débat sur le premier anniversaire de l'intervention en Irak, [...] *et nous souffrons toujours de ces erreurs.»*

Déjà confronté à une rébellion chiite qui ne donne aucun signe de s'apaiser, placé devant une échéance de transfert de pouvoir au 30 juin qui promet d'être chaotique, Bush, soudain ébranlé par les accusations de torture, apparaît *de facto* comme un président sans aucun contrôle sur les événements sur le terrain. *«Beaucoup de gens qui n'avaient pas compris ce qui se passait en Irak se sont soudain rendu compte, avec les photos publiées dans la presse sur les tortures, que le simple concept d'un contrôle militaire du pays était désormais quasi impossible*, remarque Craig Murphy, professeur en relations internationales à Wellesley College. *Ces clichés évoquaient une anarchie totale, un manque de discipline et de rigueur militaires.»*

«Ces clichés évoquaient une anarchie totale, un manque de discipline et de rigueur militaires»

Dès lors, certains des plus grand supporteurs de George W. Bush n'ont pas hésité à dire tout haut ce qu'ils pensaient tout bas depuis quelque temps. *«La guerre est déjà perdue ou sur le point d'être perdue»*, résumait la semaine dernière le magazine conservateur *Weekly Standard*. Et son influent rédacteur en chef, Bill Kristol, d'implorer, dans le numéro à paraître aujourd'hui, le locataire de la Maison-Blanche de prendre une série de mesures radicales. Comme *«d'envoyer 50 000 hommes de plus en Irak pour gagner la guerre»*. Ou d'imposer des élections pour un gouvernement permanent dès le mois de septembre 2004, sans attendre 2005.

Dans ce contexte, les grands projets de la Maison-Blanche de développer la démocratie au Proche-Orient avec un «modèle» irakien semblent désormais bien loin. Pour la première fois vendredi, le secrétaire d'État Colin Powell a évoqué la possibilité d'un retrait américain d'Irak *«si les Irakiens nous le demandaient»*. Et même Paul Wolfowitz, le secrétaire à la Défense adjoint, et faucon parmi les faucons, ne met plus guère en avant ses grands plans politiques pour la région. *«En fait, même si certains pensent peut être encore dans l'administration à cet idéal irakien, plus personne au Congrès ou dans l'opinion publique américaine n'y croit vraiment*, conclut Craig Murphy de Wellesley College. *Et en période électorale, c'est ce que pense l'Américain moyen qui compte»*.

... et contre Blair

CHRISTOPHE BOLTANSKI
LIBÉRATION

Londres — Mary Ann Sieghart, la chroniqueuse du quotidien conservateur *The Times*, a été une fervente apôtre de la guerre en Irak. Aujourd'hui, elle se repent publiquement. *«Je ne supporte plus de voir les bons arguments en faveur de l'intervention fondre sous mes yeux*, écrit-elle dans le journal du très belliciste Rupert Murdoch. *Le fait que nous torturions moins que Saddam ne me console nullement... Nous n'avons pas libéré les Irakiens afin de les électrocuter un peu moins qu'avant, mais pour rétablir les droits de l'hommes et l'état de droit. Au lieu de ça, des centaines d'Irakiens, pour la plupart innocents, ont été tués, battus et mortellement humiliés.»*

C'est devenu presque un rituel. Chaque jour, une nouvelle personnalité qui, au nom de la démocratie, avait soutenu l'assaut contre Saddam fait son autocritique. *«Comment ai-je pu être une telle poire?»* s'interroge le député conservateur, Boris Johnson, dans le *Daily Telegraph*, autre quotidien très va-t-en guerre. *«Peut-être les Français avaient-ils raison sur l'Irak?»* ose même suggérer Peter Oborne, de la revue de la droite intellectuelle, *The Spectator*. *«Nous avons collaboré avec les États-Unis à quelque chose de si choquant, meurtrier, barbare et obscène que cela dépasse l'entendement.»*

La démission vendredi du patron du tabloïd *Daily Mirror*, Piers Morgan, qui avait publié des photos bidon montrant un soldat en train d'uriner sur un détenu n'a pas mis fin à cette crise de conscience. Même s'ils sont la cible de critiques moins sévères que celles adressées aux Américains, les militaires britanniques n'échappent pas aux accusations de mauvais traitements sur des prisonniers irakiens. Des poursuites pourraient même être engagées dès cette semaine à l'encontre de six membres du Queen's Lancashire Regiment... l'unité précisément mise en cause par le *Daily Mirror*.

Les deux armées, et plus encore leurs gouvernements, ont trop étroitement lié leur sort en Irak pour ne pas partager la responsabilité des exactions commises par leurs soldats respectifs. Les sévices perpétrés à la prison d'Abou Ghraïb *«font même curieusement, plus de tort à Blair qu'à Bush»*, remarque Philip Stephens dans le *Financial Times*. Car les *«motifs du président américain ont toujours été suspects»*, mêlant une volonté de *«vengeance»* et des *«instincts unilatéralistes»* alors que le premier ministre avait le premier invoqué *«l'argument moral»* pour légitimer l'intervention, faute d'armes de destruction massive en Irak.

De plus en plus de dirigeants travaillistes, qui craignent des retombées électorales à l'occasion des élections européennes en juin, le conjurent de prendre ses distances avec l'administration Bush. Une hypothèse qu'il continue d'exclure. *«On ne crée pas des complications à son principal allié au moment où on fait face à un maximum de difficultés»*, a-t-il plaidé dans une interview publiée vendredi par *The Independent*. Son entêtement n'a fait relancer les conjectures sur son avenir politique.

Torture: nouvelles accusations contre les dirigeants du Pentagone

Les États-Unis se disent prêts à accepter tout gouvernement irakien, même théocratique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bagdad — De nouvelles accusations ont été lancées hier contre les dirigeants du Pentagone dans le scandale des sévices infligés aux détenus irakiens, tandis que sur le terrain des affrontements sanglants se poursuivaient entre les forces de la coalition et des éléments radicaux dans les grandes villes chiites du sud de l'Irak, notamment à Kerbala.

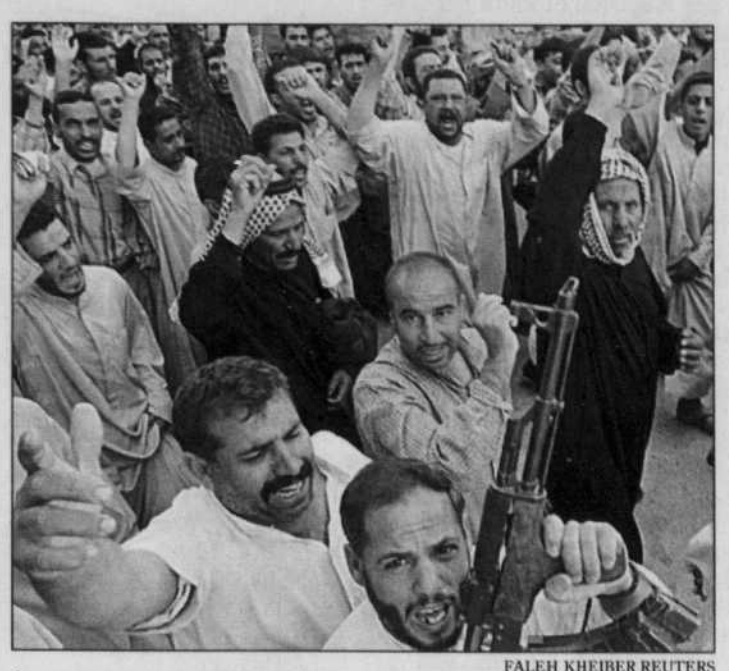
Selon un article du *New Yorker* dont l'auteur est Seymour Hersh, le journaliste réputé qui a révélé le scandale avec la chaîne CBS, les sévices infligés à des détenus irakiens par des militaires américains dans la prison d'Abou Ghraïb ont été la résultante d'une décision approuvée secrètement en 2003 par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld lui-même, par son adjoint Paul Wolfowitz et par le chef de l'état-major interarmes Richard Myers.

Ils auraient autorisé l'envoi dans les prisons irakiennes d'une unité secrète des services de renseignement de l'armée, dont les membres opéraient sous de fausses identités et pratiquaient des méthodes d'interrogatoire coercitives.

Le Pentagone a démenti ces informations, mais des parlementaires influents ont indiqué hier leur volonté d'établir les responsabilités dans le scandale.

«Il va encore y avoir de nombreuses auditions, avec de nombreuses personnes qui seront appelées à comparaître», a assuré hier le sénateur démocrate Carl Levin, de la commission des forces armées du Sénat.

«Il y a encore tant de questions auxquelles il faut répondre», a pour sa part déclaré sur NBC le sénateur républicain John McCain, membre de la même commission.



FALEH KHEIBER REUTERS

À Najaf, des centaines de Chiites ont profité des funérailles de 22 miliciens pour réitérer bruyamment leur appui à Moqtada al Sadr.

«Nous devons mener cette enquête aussi loin que possible», a-t-il dit.

En déplacement en Jordanie, le secrétaire d'État Colin Powell a lui aussi estimé important de *«faire la lumière»* sur cette affaire. Il a par ailleurs déclaré que les États-Unis accepteraient tout gouvernement irakien, même théocratique, qui serait issu d'élections démocratiques.

«Nous devrons accepter ce que le peuple irakien choisira», a-t-il dit à la chaîne de télévision NBC. Cette prise de position marque un revirement dans la politique du gouvernement américain, qui a jusqu'ici combattu toute tentative des dirigeants religieux chiites en Irak de suivre les pas de leurs coreligionnaires iraniens.

M. Powell a toutefois averti que pour qu'un gouvernement islamique théocratique soit accepté dans le monde, les Irakiens *«doivent respecter les droits de tous les individus et ne pas permettre l'arrivée d'un régime purement fondamentaliste»*.

À Berlin où elle était en visite, Condoleezza Rice, la conseillère pour la sécurité nationale du président George W. Bush, a déclaré que les troupes américaines allaient rester en Irak *«jusqu'à ce que le travail soit achevé»*, dans une interview au quotidien allemand *Tagesspiegel* à paraître aujourd'hui.

Kerbala sous tension

Sur le terrain en Irak, les forces américaines ont accentué hier leur pression sur les miliciens chiites radicaux à Kerbala (110 km au sud de Bagdad), faisant une incursion à l'intérieur de leur enclave, à quelques mètres seulement des mausolées de l'imam Hussein et de l'imam Abbas. Treize civils auraient été blessés lors des affrontements.

Un soldat américain a par ailleurs été tué et un autre blessé dans l'explosion d'une bombe artisanale au passage de leur véhicule à Bagdad, a indiqué la coalition dans un communiqué. Deux Irakiennes employées par la coalition ont aussi été tuées et deux personnes blessées dans une embuscade contre leur véhicule dans la capitale.

Dans les villes chiites, les affrontements ont fait de nombreuses victimes civiles, notamment à Nasiriya, où un obus a explosé dans un marché, blessant vingt personnes.

Plusieurs soldats du contingent italien stationné dans cette ville ont été blessés, dont l'un grièvement, dans les combats d'hier avec des miliciens chiites, selon des sources militaires citées par l'agence de presse italienne Ansa. Les militaires italiens ont dû abandonner provisoirement un de leurs postes, qui contrôlait un des principaux ponts de Nasiriya.

Dans la ville sainte de Najaf, une délégation de dignitaires sunnites de la ville de Fallouja, à l'ouest de Bagdad, a rencontré hier le chef radical chiite Moqtada Sadr pour lui apporter son soutien, a déclaré l'un des conseillers de Sadr, Houssam al-Moussaoui.

À Téhéran, les offensives américaines contre les villes saintes chiites en Irak ont soulevé l'indignation. Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, les a condamnées, tandis que plusieurs centaines d'islamistes dénonçaient devant l'ambassade de Grande-Bretagne les *«crimes américains et britanniques»* dans l'Irak voisin.

Israël va intensifier ses opérations à Gaza

ASSOCIATED PRESS

Jérusalem — Gaza est au cœur de toutes les préoccupations israéliennes. L'État hébreu a annoncé hier son intention d'y intensifier ses opérations militaires, prévoyant notamment la destruction de plusieurs centaines d'habitations palestiniennes, au lendemain de la manifestation qui a vu 150 000 personnes réclamer dans les rues de Tel Aviv le retrait de ce territoire.

Au cours du premier conseil des ministres depuis la mort de 13 soldats israéliens la semaine dernière dans la Bande de Gaza, le ministre de la Défense Shaul Mofaz et le chef d'état-major de l'armée, le général Moshe Yaalon, ont fait part de leur volonté de réduire les groupes extrémistes opérant dans le territoire palestinien.

Tôt hier matin, des hélicoptères israéliens ont ainsi tiré des missiles sur divers objectifs à Gaza, dont des locaux du Hamas et du Fatah de Yasser Arafat. Quatre Palestiniens ont été légèrement blessés et l'électricité a été coupée dans un tiers de la ville, provoquant la panique chez la population.

En soirée, les soldats israéliens ont tué quatre Palestiniens qui tentaient de déposer des explosifs près du Kibboutz Nahal Oz, dans l'est de la bande de Gaza, selon la radio israélienne. L'armée n'a pas confirmé dans l'immédiat, indiquant procéder à des vérifications.

Tôt ce matin, des hélicoptères israéliens ont tiré cinq missiles contre un immeuble abritant des locaux du Fatah de Yasser Arafat dans le quartier de Zeitoun à Gaza, selon des témoins.

Les sauveteurs se sont rendus sur les lieux mais on ignore pour le moment s'il y a des victimes. Le bombardement s'est produit peu après zéro heure lundi matin.

Les militaires israéliens, par ailleurs, procéderont à la destruction de «centaines» d'habitations palestiniennes utilisées pour lancer des attaques contre Tsahal si les violences se poursuivent, a averti le général Yaalon.

La Cour suprême israélienne a rejeté hier une requête visant à interdire à l'armée de démolir des maisons palestiniennes le long de la frontière entre la Bande de Gaza et l'Égypte, une décision susceptible de permettre d'élargir le contrôle de cette zone par Tsahal. Le Centre palestinien pour les droits de l'Homme à Gaza avait demandé la suspension de la destruction de 13 maisons situées dans la zone frontalière.

Les magistrats de la Cour suprême ont estimé que l'armée avait un *«besoin réel, imminent»* justifiant les destructions. Le commandant adjoint des forces israéliennes dans la bande de Gaza, le colonel Chuki Rintski, a assuré qu'il n'y aura pas de nouvelles démolitions *«si les combats cessent»*.

Inde: les alliés se multiplient autour de Sonia Gandhi

New Delhi (AP) — Trois jours après la victoire-surprise de son parti aux élections législatives en Inde, Sonia Gandhi a obtenu hier le soutien d'une dizaine d'autres formations pour qu'elle devienne le prochain premier ministre.

Après une journée d'intenses tractations, les responsables des différents partis prêts à former une nouvelle coalition ont rencontré dans la soirée Mme Gandhi, présidente du Parti du Congrès, arrivé en tête des élections, pour lui proposer officiellement de diriger le prochain gouvernement, a annoncé Manmohan Singh, un des dirigeants du Congrès.

Mme Gandhi, une Italienne naturalisée indienne, devrait à présent être reçue aujourd'hui par le président indien A.P.J. Abdul Kalam pour qu'il l'invite officiellement à former le nouveau gouvernement, lequel pourrait être investi dès mercredi, a rapporté l'agence de presse indienne UNI.

Sonia Gandhi, 57 ans, veuve de Rajiv Gandhi et belle-fille d'Indira Gandhi, deviendrait ainsi le premier chef de gouvernement d'origine étrangère en Inde et le quatrième membre de la dynastie Nehru-Gandhi à diriger la plus grande démocratie du monde.

Le Parti du Congrès a créé jeudi la surprise en remportant les élections législatives et en renvoyant dans l'opposition les nationalistes hindous du Parti du peuple indien (BJP, droite) et leurs alliés réunis au sein de l'Alliance démocratique nationale.

Scrutin difficile en République dominicaine

Saint-Domingue, République dominicaine (AP) — Le président sortant de la République dominicaine, le social-démocrate Hipolito Mejia, briguait hier un second mandat de quatre ans, mais son principal adversaire, le libéral Leonel Fernandez, bénéficiait d'une bonne longueur d'avance dans les derniers sondages.

Le scrutin a été marqué par un incident qui a fait trois morts et deux blessés devant un bureau de vote de Barahona, une ville du sud-ouest du pays. Une querelle a opposé des partisans des deux principaux candidats, qui faisaient la queue pour voter, et des coups de feu ont été tirés, a précisé le général Elvio Guerrero, chef de la police électorale.

Plus de cinq millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour départager une trentaine de candidats. Les bureaux de vote ont ouvert à 6h et devaient fermer à 18h. Si aucun candidat ne franchit la barre des 50 %, un second tour sera organisé le 30 juin.

Le favori du scrutin, Leonel Fernandez, 50 ans, candidat du Parti de la libération dominicaine (PLD, centre-droit), n'est autre que le prédécesseur (1996-2000) de l'actuel président, Hipolito Mejia, candidat du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, social-démocrate).

Le dernier sondage, réalisé par l'institut Gallup auprès de 1200 personnes durant la première semaine de mai, donne Leonel Fernandez vainqueur dès le premier tour avec 54 % des voix, contre seulement 30 % au chef de l'État sortant. Un troisième candidat, Eduardo Estrella, 50 ans, du Parti réformiste social-chrétien (PRSC, droite), recueillait 10 % des intentions de vote. La marge d'erreur est de plus ou moins trois points.

EN BREF

Rice demande à Qoreï des initiatives sur la feuille de route

Berlin (Reuters) — Condoleezza Rice a déclaré hier, à la veille d'une rencontre à Berlin avec le premier ministre palestinien Ahmed Qoreï, qu'elle attendait des Palestiniens des initiatives pour faire progresser le processus de paix au Proche-Orient. *«Les Palestiniens doivent bâtir des institutions politiques et économiques responsables qui pourront être le fondement d'un État pacifique et démocratique appelé à vivre à côté d'un État israélien»*, a dit la conseillère à la sécurité nationale de la Maison-Blanche dans une interview à la télévision allemande.

Powell: la CIA s'est trompée sur les «laboratoires mobiles»

Washington (Reuters) — La CIA s'est trompée sur l'existence en Irak de laboratoires mobiles capables de fabriquer des armes biologiques, un aspect central de l'argumentaire développé par Washington pour prouver que Bagdad disposait d'armes de destruction massive, a déclaré hier le secrétaire d'État américain Colin Powell à l'émission *Meet the Press* de NBC. *«Quand j'ai présenté mon exposé en février 2003, il était fondé sur les meilleurs renseignements que la CIA ait pu me communiquer»*, a-t-il déclaré. *«Il s'est avéré que les sources étaient imprécises, voire, dans certains cas délibérément trompeuses. Je suis déçu, et je le regrette.»*

Caracas marche pour Chavez

Caracas (AFP) — Des milliers de personnes ont manifesté hier à Caracas *«pour la souveraineté nationale et contre l'invasion étrangère»* une semaine après l'arrestation d'un groupe de paramilitaires colombiens accusés par Caracas d'avoir fomenté un coup d'État. La manifestation, qui est partie de deux endroits différents de l'est de la capitale, s'est déroulée sans incidents, s'achevant dans le centre avec un discours du président Hugo Chavez. Ce dernier a de nouveau accusé les États-Unis de vouloir l'assassiner avec le soutien des «oligarchies» vénézuélienne et colombienne.

ÉDITORIAL

Entre la mère et l'enfant

La stabilité est devenue le mot-clé des changements prônés par ceux qui œuvrent auprès des jeunes en difficultés. Il faudra toutefois trouver l'équilibre entre l'intérêt des enfants et les pressions sociales sur des mères bien fragiles.

Depuis son adoption il y a 25 ans, on a tellement associé la Loi sur la protection de la jeunesse aux enfants ping-pong, ceux que l'on promène entre des familles d'accueil et leurs parents, qu'il est temps de reconnaître à ces jeunes le droit à des racines, soutiennent, à bon droit, les directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ) du Québec.

Se basant sur le rapport d'un comité d'experts remis au ministère de la Santé et des Services sociaux, ils demandent donc que la loi limite dans le temps (entre un et deux ans selon l'âge de l'enfant) le placement temporaire d'un enfant. Après, faute de pouvoir retourner chez lui, l'enfant devrait être pris en charge pour de bon par la famille élargie, une famille d'accueil, une institution, ou être admissible à l'adoption.

La proposition doit faire l'objet d'une commission parlementaire à l'automne. Pas plus tard, insiste le milieu. Tant d'enfants sont victimes d'abus ou de négligence — leur nombre va toujours croissant —, le temps où on peut les récupérer est tellement limité, qu'il ne faudrait pas que le processus s'enlise.

Josée Boileau

Il faudra néanmoins discuter à fond de la question, qui implique un changement d'optique: on passerait de la prédominance du lien filial à celui de l'intérêt absolu de l'enfant, avec la possibilité au bout du compte de le séparer de sa mère (les pères étant inexistants dans la plupart de ces cas). Ce n'est pas un enjeu mineur.

Or, si on a beaucoup documenté les difficultés, réelles et dramatiques, vécues par les enfants ballottés, très peu d'études ont donné la parole à leurs mères. Trois chercheuses québécoises ont toutefois mené, depuis 1998, une enquête auprès de mères toxicomanes, dont les grandes lignes sont publiées dans un récent numéro de la revue *Recherches féministes* — qui porte lui-même un titre évocateur: «Également mère: l'obligation de compétence».

Pour les femmes interviewées, la maternité est un moment-charnière qui, espèrent-elles, les changera. Mais elles sont aussi des mères sous surveillance: elles le savent, ce qui ébranle davantage ces femmes embourbées dans leurs misères. Comment dès lors vivront-elles une limite de temps qui leur sera imposée pour faire leurs preuves?

Il y a moyen de résoudre le dilemme, mais il implique plus qu'un changement à la loi: il exige une mobilisation du réseau des services sociaux et des ressources. Au premier chef, il faut que chaque famille soit suivie par un même travailleur social et que celui-ci ait du temps à lui consacrer. Le Parti libéral s'était engagé en campagne électorale à réduire de 27 à 16 le nombre de cas par intervenant: on attend toujours.

Et il faut de la prévention. Dans leur étude, Maria de Koninck, Louise Guyon et Pauline Morissette misent sur un accompagnement des mères, *«de façon continue et pour une période très longue, le temps que l'enfant acquière une certaine autonomie»*. Elles suggèrent même un hébergement spécifique pour ces femmes dans les semaines suivant l'accouchement.

C'est une autre vision que celle préconisée par les DPJ. Elle peut toutefois s'y arrimer si on accepte de voir non seulement un enfant misérable, mais un tandem qui crie au secours. Ce qui n'exclut pas qu'au bout du compte on puisse aussi conclure que l'enfant doive faire le deuil de son parent.

jboileau@ledevoir.ca

La dette de Bush

Il y a un an, le Pentagone avait demandé et obtenu qu'une rallonge budgétaire de 75 milliards lui soit accordée pour assumer les coûts afférents à la guerre en Irak. Ensuite, en novembre dernier, ce ministère a exigé et récolté 87 milliards supplémentaires. Il y a quatre jours à peine, les dirigeants du Pentagone se sont introduits à nouveau au Congrès pour formuler la requête suivante: pour le maintien des opérations usuelles en Irak, il faudrait rajouter 25 milliards. En clair, ce conflit s'avère un trou sans fond qui plombe dangereusement les comptes de l'État.

D'autant plus que cette spirale financière est appelée à prendre une certaine ampleur. Des voix officielles prévoient d'ores et déjà que le contingent américain actuellement sur place sera probablement condamné à y rester jusqu'à la fin de 2005. Au passage, on précisera que ce contingent est actuellement plus imposant que ce qui avait été prévu en début d'année, soit 138 000 soldats au lieu des 115 000 envisagés. Une fois toutes ces variables consolidées, on constate que les strictes opérations militaires nécessitent un débours de cinq milliards par mois.

Serge Truffaut

Conséquence des bouleversements de l'échiquier irakien provoqués dans les premiers jours d'avril, on estime que le coût inhérent à ce conflit pour le prochain exercice fiscal de l'État sera au moins équivalent à celui de l'exercice en cours. La Maison-Blanche a clairement indiqué qu'elle profiterait du changement d'année fiscale, en octobre prochain, pour augmenter de 25 milliards supplémentaires le budget alloué aux troupes. C'est à noter, toutes ces sommes s'ajoutent au budget du Pentagone qui, lui, totalise 402 milliards par année.

Pour les simples citoyens américains, l'addition s'annonce d'autant plus indigeste que, cette fois-ci, les États-Unis devront assumer seuls les dépenses de leur contingent. Plus d'un économiste a souligné que, contrairement à la guerre du Golfe à l'époque de Bush père, l'administration actuelle, à cause de son isolement, a nourri des écarts financiers qui pèseront lourd sur les prochains budgets de l'État.

Une fois tous ces facteurs pris en considération, jamais depuis l'administration de Lyndon Johnson dans les années 60, assure plus d'un économiste, une administration n'avait autant conjugué rythme des dépenses de l'État avec infernal que celle de Bush. À un point tel que certains assurent que, quel que soit le prochain président des États-Unis, celui-ci devra augmenter les impôts.

Dans ce contexte, la promesse de Bush qui consiste à maintenir son programme de déductions fiscales relève de la folie. À cet égard, il faut rappeler que ses calculs, ceux effectués il y a trois ans, sont tous faux. Il était prévu que l'année 2004 devait se conclure par un surplus de 374 milliards. Or que va-t-il se passer? L'année en cours va s'achever sur un déficit de 523 milliards, soit le record des records.

À cause du pétrin financier dans lequel Bush a plongé les États-Unis, les Américains devront faire leur deuil de tous les engagements pris en matière de santé. À cause de sa gestion déplorable du dossier irakien, Bush a contracté une dette si énorme qu'elle relève de l'irresponsabilité.

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LETTRES

Regrouper d'une main, diviser de l'autre

Ce qu'il y a de plus évident dans le plan de réingénierie dit de modernisation de l'État québécois proposé par Mme Monique Jérôme-Forget et le gouvernement Charest, ce n'est pas tellement qu'il mise sur la formation de partenariats publics-privés pour réduire les dépenses gouvernementales, c'est que ce plan repose pour l'essentiel sur des fusions, des regroupements, sur la convergence, sur la formation de plus grosses entités. Pendant ce temps, le même gouvernement permet et favorise les défusions des nouvelles entités municipales crées à des fins de convergence par le précédent gouvernement — plusieurs de ses députés et ministres s'affichant ouvertement comme étant des pro-démembreurs des nouvelles structures municipales — sur l'île de Montréal, à Québec, dans l'Outaouais et ailleurs au Québec. Ce gouvernement semble souffrir de dichotomie. Il regroupe d'une main et divise de l'autre.

Jean-Paul Paquette
Ville-Marie, 7 mai 2004

Nos vies pour une sale poignée de dollars

En réaction à un récent article d'Alec Castonguay, *Coût du jeu au Québec: 2,5 milliards*, je vous fais part d'un incident survenu récemment chez des amis.

Le fils, un garçon de 14 ans, est arrivé à table avec un gratteux gagnant dans les mains. La mère qui fulminait en silence, lui a arraché des mains. Elle s'est retournée vers nous, toute chavirée et nous a envoyé toute une claque en plein visage. Jean Charest avait tout intérêt à ne pas être parmi les convives. Elle l'aurait électrocuté juste avec son regard. Son plus jeune frère, 33 ans, père de deux petites filles, récemment divorcé, a été retrouvé pendu dans son garage après avoir tout joué dans les loteries vidéo. Il est mort de honte parce qu'il était incapable de supporter l'idée d'avoir joué l'avenir de ses enfants.

L'article du *Devoir* n'a fait que renforcer ma conviction qu'il faut, tous autant que nous sommes, taper du poing sur la table et dire à ce gouvernement dopé par les revenus du jeu: «Assez»! C'est assez leurs indignations de circonstance, le temps d'une campagne électorale. Assez de les entendre du bout des lèvres reconnaître qu'il y aurait peut-être matière à réviser certains aspects de l'offre de jeu. Assez d'entendre le cynique et froid relationniste de Loto-Québec nous diffuser sa cassette préenregistrée, tenter habilement de nous faire croire que tout va bien dans le meilleur des mondes.

Maintenant c'est très clair, chiffres à l'appui. Tout le Québec y perd au change: 2,5 milliards de coûts sociaux pour des revenus ne dépassant pas le milliard. C'est sans compter tous les drames familiaux, les histoires d'horreur, les suicides. Loto-Québec vit des revenus siphonnés à même les maigres salaires des gens les plus exposés et à risques, les gens des quartiers populaires, non pas de Sillery, Outremont ou du Lac Memphrémagog.

Pour finir, messieurs les élus qui dites vouloir faire les choses autrement, auriez-vous, à défaut d'une sincère compassion ou d'un brin de jugement, la simple décence de reconduire le programme pour prévenir la dépendance aux jeux de hasard qui existait dans les écoles du Québec? Il paraît qu'il a été aboli. Mon amie (qui est aussi prof au primaire) trouve que vous jouez un peu trop à la roulette russe avec la santé publique, celle des enfants de surcroît. Est-ce trop demander? En parlant de mission sociale, le portrait de son frère est disponible pour égayer les corridors de Loto-Québec, tapissés de toiles. L'Extra avec ça, m'sieur le relationniste de Loto-Bingo?

Maurice Nantel
Montréal, mai 2004

Le bilinguisme de Gérald Tremblay

Peu de jours après que monsieur le maire eut promis davantage de bilinguisme, je reçois par la poste ce qui doit en être un échantillon. En effet, j'ai reçu hier une invitation, avec de belles photos couleur, à participer à la consultation publique sur le nouveau plan d'urbanisme, invitation en anglais seulement. Et sachez que je demeure dans un arrondissement issu de l'ancienne ville de Montréal, c'est-à-dire un arrondissement officiellement unilingue français. Ça me donne le goût d'aller signer le registre. Si on sait qu'en plus, mon arrondissement est le moins bien doté (en pourcentage des taxes qui reviennent en dotation) et le plus sous-représenté au conseil, ça ne donne pas vraiment le goût d'apprécier cette demi-fusion, mais alors, pas du tout!

Sylvain Auclair
Montréal, 7 mai 2004

LIBRE OPINION

La famille, un bâton de vieillesse, mais à quel prix?

MARGUERITE BLAIS
Présidente, Conseil de la famille et de l'enfance

Le vieillissement de la population et son impact actuel et futur sur les familles sont des questions de plus en plus importantes. En rendant public son Avis intitulé *Vieillissement et santé fragile: un choc pour la famille?*, le Conseil de la famille et de l'enfance espère contribuer à faire avancer le débat qui se déroulera lors des prochains forums régionaux organisés par le gouvernement du Québec. [...]

Les Québécoises et Québécois commencent à prendre conscience qu'ils sont déjà confrontés à un important défi: les personnes âgées forment dès à présent 13 % de la population et le vieillissement va s'accentuer avec des impacts économiques et sociaux certains. Le Conseil de la famille et de l'enfance a souhaité mettre en lumière les impacts particuliers de la précarisation de la santé au grand âge sur la famille contemporaine. [...]

Nouvelles réalités familiales

La famille prend de plus en plus une configuration verticale: trois, quatre et même cinq générations coexistent en même temps que la taille de chaque génération se réduit avec la baisse du taux de natalité. C'est ce que le conseil appelle la «famille allongée».

Les relations familiales évoluent avec la mouvance de la structure familiale de même que la dispersion géographique. Séparation, divorce et recomposition familiale sont de plus en plus répandus. Les modes de vie se sont aussi transformés, particulièrement avec la participation importante des femmes au marché du travail et avec l'organisation du réseau de services de garde.

Transformation des cycles de vie

L'allongement de la vie a permis le prolongement du troisième âge en un quatrième et un cinquième âge au cours desquels la santé devient de plus en plus précaire et les incapacités physiques ou mentales s'aggravent. Des soins plus importants et plus complexes sont nécessaires.

Au troisième âge, la retraite s'est transformée en une période active où on s'engage dans l'entraide familiale et communautaire tout en se réservant du temps pour les loisirs: on étudie, on voyage à tous âges. Cette transformation va prendre de l'ampleur alors que les futurs aînés seront plus scolarisés, en meilleure santé et avec de meilleurs revenus de retraite.

Services publics

La politique de maintien à domicile et le virage ambulatoire ont répondu à un besoin légitime de vieillir et de guérir chez soi. Ils ont donné lieu au développement de services d'aide à domicile par les CLSC et les entreprises d'économie sociale. Cependant, les services ont subi d'importantes compressions budgétaires et, malgré les récents efforts d'augmentation pour répondre à la croissance des besoins, les investissements publics restent inférieurs à ce qui se fait ailleurs.

En outre, la multiplication des intervenants ne facilite pas l'accès aux services. Ces lacunes laissent croire à une tendance vers la privatisation des services d'aide à domicile, exigeant une contribution financière plus importante des usagers. Heureusement, des efforts dans l'intégration des services sont déployés pour en faciliter l'accès, bien que les compressions persistent.

Une présence heureuse et contraignante

Dans son étude, le conseil a constaté que la famille était encore très présente auprès des personnes âgées, contrairement aux idées véhiculées dans les médias et aux préjugés tenaces sur l'ingratitude des générations descendantes. La famille s'occupe volontiers de ses membres arrivés à un état de dépendance selon une logique de réciprocité et de solidarité. Elle est responsable de 80 % de l'aide qui leur est apportée. L'allongement de la vie et la pénurie des ressources font même qu'elle est davantage sollicitée pour soutenir ses aînés.

Prendre soin d'une personne âgée comporte des bonheurs et des contraintes, lesquelles prennent de l'ampleur avec l'aggravation de la dépendance. Le risque d'épuisement et de dépression est important. Les familles se retrouvent avec des difficultés de conciliation entre plusieurs rôles: prendre soin des parents, des enfants et du conjoint, travailler, s'engager dans du bénévolat et avoir une vie épanouissante. Ce sont des responsabilités qui peuvent entrer en concurrence.

Les lacunes actuelles de l'État et de la famille vont s'aggraver dans le contexte du vieillissement de la population si nous n'y prenons pas garde. Avec un nombre grandissant de personnes âgées et d'inévitables incapacités, avec la restriction du nombre de membres de la famille pouvant apporter leur aide et avec la complexification des rôles sociaux que les individus doivent assumer, la prise en charge des personnes dépendantes sera plus exigeante pour les personnes aidantes.

Le Conseil de la famille et de l'enfance croit qu'il ne faut pas attendre de la famille plus que ce qu'elle est capable de donner. Il constate que nous n'avons pas encore trouvé de réponses satisfaisantes pour soutenir les familles dans la prise en charge des personnes dépendantes et il croit nécessaire qu'un débat de valeurs guide la révision de nos programmes sociaux dans une perspective d'équité intergénérationnelle. C'est à toute la société québécoise de s'engager dans une préparation adéquate à son vieillissement, tant sur le plan individuel, familial que collectif.

IDÉES

Pour une reconnaissance mutuelle et un accommodement raisonnable

Le modèle québécois d'intégration culturelle est à préserver

ALAIN-G. GAGNON
Titulaire

MYRIAM JÉZÉQUEL
Chercheuse associée. Chaire de recherche du Canada en Études québécoises et canadiennes (CREQC), Université du Québec à Montréal

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La Commission des droits de la personne et de la jeunesse au Québec, a conclu, dans les années 1990, à l'obligation d'accueillir les jeunes filles musulmanes comme Noura Nathalie Khourdaji, dans la mesure où cette liberté d'expression religieuse n'entraînait pas de «contrainte excessive» en termes de sécurité.

Dans un monde traversé par la diversité, il est devenu irresponsable de proposer des modèles de gouverne sans égard pour la pluralisation identitaire. Les tenants du républicanisme — et ce, tant chez les fédéralistes canadiens que chez les souverainistes québécois — ainsi que les défenseurs du fédéralisme mononational n'ont de cesse de s'opposer à l'émergence de formes plurielles identitaires institutionnellement constituées ou symboliquement représentées. Ils considèrent celles-ci comme des coquetteries susceptibles de mobiliser les communautés contre l'État et ainsi d'éroder le ciment qui lie tous les citoyens à un seul projet communautaire.

Les modèles dominants de l'État-nation, de type unitaire français et de type fédéral américain ou canadien, pèchent par leur manque de flexibilité et par leur fermeture à tous projets identitaires perçus comme dissonants, susceptibles de remettre en question les fondements même de l'État déjà constitué.

Le modèle québécois de pluralisme culturel, en tant que modèle possible de synthèse des droits individuels et des droits collectifs, semble être une troisième voie entre les modes d'appartenance républicaine (française) et multiculturelle (canadienne). [...]

L'accommodement raisonnable

Dans le sillon des avancées philosophiques de Charles Taylor et, plus récemment, de Will Kymlicka et de James Tully, nous pouvons convenir que la politique identitaire est juste dans la mesure où sont respectées les conventions propres au constitutionnalisme — pensons aux principes «tullyiens» de continuité, de libre consentement et de reconnaissance mutuelle.

En bref, il importe que les groupes aient le sentiment véritable d'exister en tant que tel et qu'ils en viennent à se reconnaître mutuellement. Cette reconnaissance leur permet de participer pleinement à la vie publique, d'y échanger leurs idées librement et surtout de donner une impulsion aux grands débats de société sans laquelle il serait faux de dire que toutes les potentialités identitaires sont réalisées.

Une autre avenue nous est proposée du côté juridique. Alors que la France a voté en faveur d'une loi interdisant tout signe religieux ostensible à l'école publique au nom de la laïcité, la Commission des droits de la personne et de la jeunesse au Québec, a conclu, dans les années 1990, à l'obligation d'accueillir les jeunes filles musulmanes dans la mesure où cette liberté d'expression religieuse n'entraînait pas de «contrainte excessive» en termes de sécurité. Si le port du kirpan à l'école n'a pas été autorisé en dernier ressort au Québec, ce n'est pas pour exclure le religieux de l'école mais, de l'avis de la Cour supérieure du Québec, par «devoir d'assurer la sécurité» des autres élèves.

Force est de constater que le modèle québécois d'intégration a été frappé de plein fouet par le budget Séguin

Au-delà de l'inexistence légale de la laïcité comme principe juridique au Canada, le droit à l'égalité et à la liberté de religion garantis par la Charte canadienne des droits et libertés et par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec oblige à l'accommodement raisonnable envers ses minorités.

Au Québec et au Canada, les demandes d'accommodement raisonnable sont nombreuses et sont justifiées en termes de lutte contre les discriminations et de mesures favorables à l'intégration de la diversité dans une société libre, démocratique et plurielle. L'accommodement raisonnable oblige en effet à modifier une règle qui, dans son application, crée un effet discriminatoire (indirect) sur une personne ou un groupe en raison de ses caractéristiques particulières.

Comme mesure correctrice des discriminations et outil d'intégration des besoins particuliers, l'accommodement raisonnable entraîne la neutralité canadienne et québécoise plus loin que la laïcité française en matière de protection de la liberté de religion. Elle conduit à plus de souplesse dans l'accommodement de ses minorités. La société doit faire place à toute la diversité des individus dans la limite de l'harmonie du vivre ensemble. L'accommodement raisonnable devient de la sorte un frein à l'œuvre de normalisation du droit qui tend à ériger les normes de la majorité en valeurs dominantes.

La notion d'accommodement raisonnable contribue à rendre le droit réceptif aux besoins particuliers des minorités, animé par un désir d'équité qui rompt avec une conception uniformisante de l'égalité. Sa justification s'inscrit aussi dans la politique québécoise d'intégration établissant un «contrat moral d'intégration» qui rend la société d'accueil et les immigrants solidairement responsables de résoudre les conflits de normes d'une façon qui articule le droit à l'égalité et à la cohésion de la société d'accueil.

L'accommodement raisonnable prend appui sur le droit reconnu à l'immigrant de progresser dans sa culture d'origine. La promesse de ces adaptations réciproques est qu'à long terme l'immigrant développe progressivement un sentiment d'appartenance à la société d'accueil jusqu'à devenir sa première appartenance.

Quand la clarté attise la xénophobie

[...] Prendre au sérieux une politique de la différence implique davantage que quelques arrangements politiques et quelques pratiques d'accommodements. Mais ce sont les contours de cet engagement qui restent à définir. Jusqu'où intervenir dans la sphère des droits collectifs? Jusqu'où avancer des mesures de discrimination positive sans entrer en conflit avec les principes reconnus d'égalité des chances, sans nuire à l'égalité des conditions? Les idéaux d'égalité peuvent-ils s'accommoder d'une certaine ethnicité opportuniste sans renier l'égalité des chances? Comment parvenir à ce que l'acceptation d'un certain communautarisme n'efface pas les différences individuelles?

L'État aura beau jeu de se barricader derrière une loi «claire». Et si cela ne suffit pas, il pourra détourner le débat par un «procès» sur les dangers d'un intégrisme religieux («la République ou la Barbarie»). Mais ce ne sont là que stratégies d'affrontement, de contournement et d'égarement politique qui contribuent à alimenter la xénophobie plutôt que de faire preuve de tolérance. Des stratégies contestables et un bien mauvais pari idéologique et politique en somme.

Dans la mesure où ces «laissés pour compte» de la citoyenneté ne se reconnaissent pas dans une identité commune, c'est qu'il revient à l'État de créer un espace plus ouvert aux identités complexes, en pensant les formes politiques de reconnaissance des identités plurielles.

En ce sens, l'affaire du foulard, de même que celles du kirpan et du turban, posent la question de l'expression des identités dans la sphère publique et relancent le débat opposant les tenants d'un libéralisme républicain étroit aux défenseurs d'une politique de la reconnaissance.

L'avenir des démocraties pluralistes passe par une «laïcité» intégratrice des différences. Contre l'intransigeance d'un anticléricalisme sans concession, de nouvelles voies s'expriment sur la nécessité d'une «laïcité ouverte», une «laïcité plurielle» capable de susciter le lien social. L'intégration doit être repensée car, réduite à une égalité formelle de droits, elle crée une citoyenneté amoindrie. [...]

Un budget qui mine le modèle québécois d'intégration

Sans partager les frayeurs «communautaristes» des Français jacobins ni adopter le multiculturalisme canadien, l'originalité de la politique interculturaliste du Québec a été de chercher à articuler l'identification à un pôle identitaire commun (la langue et les valeurs libérales communes) et le respect des particularismes (le pluralisme identitaire). Le Québec refléterait ainsi davantage cette société inclusive fondée sur une conception plus équilibrée de la citoyenneté, sur la base d'un «contrat moral» liant la société d'accueil et les immigrants dans une responsabilité partagée.

Force est de constater que le modèle québécois d'intégration a été frappé de plein fouet par le budget Séguin. Alors que le Québec, toutes formations politiques confondues, a fait des pas importants en vue de l'intégration des immigrants au cours des 25 dernières années, il s'en trouve au gouvernement qui proposent, au nom de la rationalité budgétaire, des coupures tous azimuts sans en mesurer l'impact social. [...]

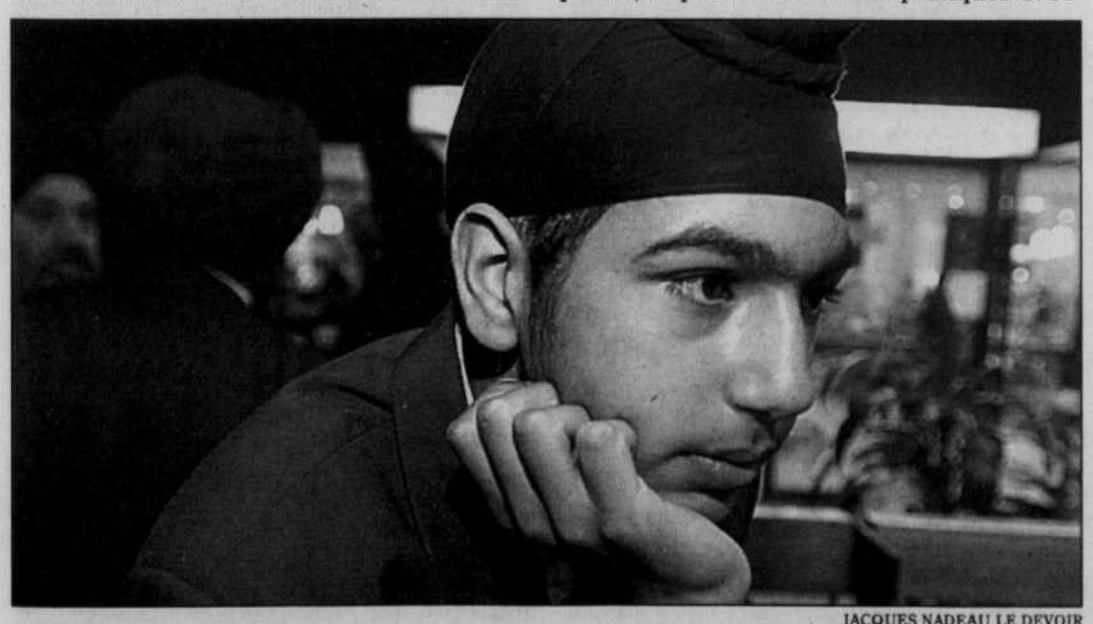
Ainsi le ministre des Finances Yves Séguin a coupé de 56% la programmation d'intégration linguistique du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI), faisant passer ce poste budgétaire de 11,4 millions à cinq millions. Le programme de régionalisation des immigrants a aussi été amputé de façon importante, selon les données rendues publiques, dégringolant de 2,3 à seulement 1,7 million. Ces décisions à courte vue nuiront à l'insertion des immigrants sur le marché du travail et à leur intégration aux divers milieux de vie au Québec, faisant de Montréal le seul lieu d'interface.

Les gouvernements québécois nous avaient habitués à une autre manière de faire. Comment la ministre Michelle Courchesne, titulaire du MRCI, peut-elle affirmer qu'elle veut redonner à son ministère *«sa mission essentielle, qui n'est pas le soutien social, mais l'accueil et l'intégration»*. Cela passerait-il par les compressions annoncées dans le budget aux allocations de formation qui passent de 150 à 30 $ par semaine? On sait déjà que 60 % des immigrants parviennent à bénéficier des programmes de francisation à l'intérieur de cinq ans après leur arrivée en sol québécois. Les ressources ne suffisent tout simplement pas, les incitatifs sont insuffisants et on voudrait diminuer davantage la contribution aux programmes d'insertion et de francisation.

Le gouvernement du Québec profite présentement d'une entente fédérale-provinciale sur l'immigration qui prévoit des transferts fédéraux de 157 millions pour cette année et respectivement de 164 et de 172 millions pour les années 2003-2004 et 2004-2005. Le gouvernement fédéral sera en droit d'exiger à terme des comptes dans ce champ de compétence malmené sur le plan budgétaire alors que nous aurions été en droit de nous attendre à des augmentations.

Il faut espérer que le gouvernement se ressaisira rapidement et mettra à la disposition des immigrants les ressources nécessaires à leur insertion sociale et à leur entrée éventuelle sur le marché. Les immigrants constituent une force essentielle au Québec de demain et leur apport à la consolidation du français comme langue commune est vital au modèle québécois d'intégration.

Or ce modèle ne pourrait-il pas servir de troisième voie entre la fusion et le différencialisme, entre l'homogénéisation et la fragmentation, entre l'assimilation et la séparation? [...]



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En 2002, Gurbaj Singh Multani avait soulevé le débat sur le port du kirpan à l'école. Si le kirpan n'a pas été autorisé en dernier ressort au Québec, ce n'est pas pour exclure le religieux de l'école mais, de l'avis de la Cour supérieure du Québec, par «devoir d'assurer la sécurité» des autres élèves.

Michel Venne

◆ ◆ ◆

Des élections punitives

Le résultat des prochaines élections fédérales, déclenchées selon toute vraisemblance dans les prochains jours, ne sera le prélude à aucun changement notable dans la conduite des affaires publiques au Canada.

Il y a cependant d'autres raisons d'aller voter. Les élections sont l'un des rares moments où les citoyens ont la possibilité de porter un jugement sur la classe dirigeante du pays. Ils jugent le gouvernement précédent autant qu'ils en choisissent un nouveau. Si l'électorat ne profite pas d'un scrutin pour exprimer la colère ou la déception qui l'habite, quand le fera-t-il?

Les électeurs pourraient s'abstenir d'aller voter en plus grand nombre encore pour manifester leur mécontentement. Cette attitude n'est toutefois guère productive, car elle a pour effet de conforter le pouvoir de ceux qui l'exercent déjà.

◆ ◆ ◆

Aucun parti politique susceptible de prendre le pouvoir ne promet de modifications substantielles dans quelque secteur que ce soit.

Au Canada, le conservatisme fiscal et sécuritaire domine les politiques publiques depuis 1984, et rien ne semble sur le point de changer à cet égard.

On connaît l'adhésion de Stephen Harper aux thèses néolibérales les plus niaises. Quant à Paul Martin, il a contribué, comme ministre des Finances, à affaiblir la portée des programmes sociaux au lieu de les renouveler de manière à faire face aux mutations du marché du travail, au choc démographique et à la transformation de l'institution familiale. Un ancien chef conservateur, Joe Clark, lui a même donné son appui récemment.

Sur le plan des relations fédérales-provinciales, pour tout ce qui touche la question nationale, la dynamique d'extension des pouvoirs fédéraux va se poursuivre. Il n'y a aucune chance que le Québec soit reconnu comme une société distincte. Le surplace est assuré. Une ou deux fois par année, les provinces vont réclamer plus d'argent pour la santé à un État fédéral qui fera mine de dire non, puis qui cédera quelques deniers. Une routine infantile qui ne règle rien.

Ces élections ne permettront d'ailleurs pas non plus de régler les problèmes dans la santé. D'abord parce que ce ne sont pas les dirigeants fédéraux qui peuvent régler les problèmes de systèmes qui relèvent des provinces. Ensuite parce qu'Ottawa va encore refuser de financer ces systèmes convenablement. Enfin parce que les chefs politiques fédéraux s'en tiennent au discours convenu: ni dans un camp, ni dans l'autre, ne voit-on apparaître le début de l'ombre du commencement de la queue d'une remise en question des verrous qui empêchent ce système de respirer. Et je ne parle pas ici de privatisation.

◆ ◆ ◆

Alors pourquoi aller voter?

D'abord pour protester contre l'apathie et l'autosatisfaction des gouvernants actuels.

Ensuite, pour les punir d'avoir dilapidé des fonds publics dans quelques scandales qui alimentent la presse étrangère autant que la dernière visite, vraiment *too much* du chanteur de U2. Commandites, registre des armes à feu, subventions du ministère du Développement des ressources humaines, autant de souvenirs qui nous sont ramenés à la mémoire par la présence dans le cabinet Martin de ministres comme Denis Coderre, Pierre Pettigrew ou Anne McLellan.

Les punir pour la démolition du programme d'assurance-chômage, qui ne couvre plus qu'un travailleur sur deux perdant son emploi.

Les punir d'avoir empêché la mise en place au Québec d'un régime de congés parentaux avantageux pour les jeunes couples et accessible aux travailleurs autonomes.

Les punir d'avoir utilisé les cotisations versées à la caisse de l'assurance-emploi pour réduire la dette du pays sur le dos des PME et des salariés qui versent ces cotisations que l'on a transformées en un impôt régressif. Ou d'avoir abandonné le financement du logement social. Ou d'avoir réduit la progressivité du système fiscal.

Les punir d'avoir pris les Québécois pour des deux de pique après le dernier référendum en parsemant la province de drapeaux et de subventions, révélant par le fait même une conception de la politique qui sied à une république de bananes.

◆ ◆ ◆

Puisque rien ne changera substantiellement après les prochaines élections, voter pour un parti d'opposition ne coûte rien, et ça fait du bien.

Jean Lapierre vous dira qu'il vaut mieux voter «du bon bord». Vous lui répondrez que c'est ce que les Québécois ont fait en 2000 et qu'ils n'ont pas encore vu ce que ça leur avait donné de plus, sinon la honte d'être associés à ce que Paul Martin a vu comme l'un des pires scandales de l'histoire canadienne.

Vous ajouterez que, de toute manière, le mode de scrutin et les appuis acquis au PLC dans certaines régions du Québec assurent aux Québécois une représentation suffisante dans le futur gouvernement libéral, qu'il soit majoritaire ou minoritaire, pour pouvoir se payer, en plus, le plaisir de s'assurer une liberté de parole sur les banquettes de l'opposition.

Michel Venne est directeur général de l'Institut du Nouveau Monde. Il s'exprime ici à titre personnel. **michel.venne@inm.qc.ca**

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes **à l'information générale et métropolitaine** : Gérald Dallaire (*adjoint au directeur de l'information*), Jeanne Corriveau (*affaires municipales*), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (*éducation*) ; Josée Boileau (*éditorialiste, responsable de la page Idées*), Brian Myles (*justice et faits de société*), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (*environnement*), Benoît Munger (*responsable du site Internet*), Jean-Pierre Legault (*pupitre édito, idées, perspectives et sports*), Isabelle Paré (*santé*); Pauline Gravel (*sciences*) ; Michel Garneau (*caricaturiste*) ; Diane Précourt (*responsable des pages thématiques*); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (*relecteurs*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographes*) ; **à l'information culturelle** : Michel Bélair (*responsable*), Julie Carpentier, Paul Bennett (*pupitre cahiers spéciaux et culturels*), Stéphane Baillargeon (*théâtre*), Paul Cauchon (*médias*), Caroline Montpetit (*livres*), Odile Tremblay (*cinéma*), Bernard Lamarche (*arts visuels*); **à l'information économique** : Gérard Bérubé (*adjoint au directeur de l'information*), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; **à l'information internationale** : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); **à l'information politique** : Hélène Buzetti et Manon Cornellier (*correspondantes parlementaires à Ottawa*), Tommy Chouinard et Robert Dutrisac (*correspondants parlementaires à Québec*), Kathleen Lévesque ; Marie-Hélène Alarie (*secrétaire à la rédaction*) ; Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (*commis*). **La documentation** : Gilles Paré (*directeur*); Manon Derome, Serge Laplante (*Québec*), Rachel Rochefort (*Ottawa*). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING**, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Véronique Géraud, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebaï (*publicitaires*), Laurence Thériault (*directrice adjointe*), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (*secrétaire*). **LA PRODUCTION** Daniel Bazinet (*responsable de la production*), Nathalie Zemaitis, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida. **INFORMATIQUE,** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE**, Linda Thériault (*responsable service à la clientèle, distribution et tirage*), Gisèle Lenard, (*coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation*), MoniqueL'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (*responsable des services comptables*), Céline Furoy, Germain Haeck (*contrôleur*), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (*adjointe administrative*), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (*vice-président exécutif et directeur général*).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

a affirmé Jean Charest, hier, lors de son discours de clôture du conseil général du PLQ, qui a réuni 700 militants à Trois-Rivières cette fin de semaine.

Se défendant bien de vouloir dicter le vote des électeurs, Jean Charest a souligné que les Québécois pourraient faire leur choix *«à la lumière»* des réponses que donneraient les partis fédéraux. Si ceux-ci refusent de se prononcer, Jean Charest a rappelé, en conférence de presse, que *«les citoyens jugent des réponses et agissent en conséquence»*.

Cette prise de position du premier ministre du Québec arrive à point nommé puisque le premier ministre du Canada, Paul Martin, prononcera ce soir, à Laval, un important discours sur la place du Québec à l'intérieur du Canada (voir page A 4).

La sortie de Jean Charest indispose des militants du Parti libéral du Québec

Jean Charest considère l'imminence du déclenchement de la campagne électorale fédérale comme *«le moment pour poser les questions»* et *«le moment pour les chefs de parti d'y répondre»*. Manifestement, les libéraux fédéraux n'obtiendront pas l'appui espéré du Parti libéral du Québec à l'heure où la lutte s'annonce très chaude.

Si Jean Charest adopte une telle stratégie, ce n'est pas pour s'immiscer dans la campagne fédérale, a-t-il affirmé, mais bien pour prendre ses *«responsabilités»* de premier ministre et cerner *«les enjeux qui touchent les intérêts du Québec, c'est-à-dire le financement de la santé et le déséquilibre fiscal»*.

Le premier ministre a rappelé que plusieurs *«outils»* s'offraient aux partis fédéraux pour corriger ce déséquilibre. *«Ça peut être une autre formule que les points d'impôt, car ça peut ne pas être la formule idéale. Mais c'est une piste de solution. La TPS, c'en est une autre. Le transfert en argent, c'en est une autre. L'essentiel est d'avoir une solution qui permette de corriger le déséquilibre fiscal»*, a-t-il dit.

L'Assemblée nationale a adopté une motion unanime visant à obtenir d'Ottawa les revenus qu'il tire de la TPS au Québec, c'est-à-dire sept milliards de dollars par année. Lors des audiences de la commission Séguin sur le déséquilibre fiscal, le PLQ avait proposé le transfert de points d'impôt. Or Paul Martin a écarté ces deux options au cours des derniers jours.

Dans son discours de clôture, Jean Charest a souligné que le déséquilibre fiscal représentait un problème tel qu'il encourageait Ottawa à investir les champs de compétence des provinces. *«C'est devenu un déséquilibre politique»*, a-t-il lancé.

La sortie de Jean Charest indispose toutefois des militants du Parti libéral du Québec. Le président de l'association libérale de la circonscription de l'Acadie, Terry Tatasciore, a confié au *Devoir* que cette initiative ne ferait pas l'affaire de bien des libéraux du Québec et que Jean Charest donnait un coup de pouce au Bloc québécois. *«Le Bloc québécois va être très content. C'est dangereux de jouer ce jeu-là. On est un parti fédéraliste»*, a-t-il dit. M. Tatasciore faisait partie des quelques militants libéraux qui ne se sont pas levés pour ovationner Jean Charest lorsque celui-ci a demandé aux chefs de partis fédéraux de se prononcer au sujet du déséquilibre fiscal.

Le conseil de la fédération pourrait également intervenir dans la campagne électorale fédérale sur le même sujet. Ce front commun des provinces constituerait une première.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 Ⓜ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: **www.ledevoir.com**

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone	(514) 985-3333
Par télécopieur	(514) 985-3360
Par courriel	redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone	(514) 985-3346
Par télécopieur	(514) 985-3390

La publicité

Au téléphone	(514) 985-3399
Par télécopieur	(514) 985-3390
Extérieur de Montréal	1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone	(514) 985-3344
Par télécopieur	(514) 985-3340
Par courriel	avisdev@ledevoir.com

Les avis de décès (Le Mémoriel)

Au téléphone	(514) 525-1149
Par courriel	info@lememoriel.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone	(514) 985-3322
Par télécopieur	(514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone	(514) 985-3355
du lundi au vendredi de	7h30 à 16h30
Par télécopieur	(514) 985-5967
Par courriel	abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal	1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SLOGAN

SUITE DE LA PAGE 1

M. Lapierre a associé le cadre financier d'un budget fédéral présenté par le Bloc à du *«pelletage de nuages»*. *«Ils ne touchent à rien et ils ne livreront jamais rien. [...] Faire croire qu'ils vont avoir, par exemple, deux milliards d'infrastructures, c'est vraiment prendre les Québécois pour des valises. Je ne trouve pas ça propre»*, a-t-il tranché.

M. Lapierre a également vertement critiqué le Bloc qui n'appuiera dorénavant que les résolutions unanimes de l'Assemblée nationale. En agissant de la sorte, le Bloc ne reconnaît plus la légitimité du gouvernement élu du Québec, soit les libéraux de Jean Charest. Incisif, M. Lapierre a affirmé qu'il vaudrait mieux que les dirigeants du Bloc disent ouvertement qu'ils sont devenus les *«valets du Parti québécois»*, attendant les *«commandes»* de Bernard Landry. *«Qu'ils soient transparents. La propreté, c'est aussi dans les idées»*, a lancé Jean Lapierre soulignant au passage que le Bloc cachait notamment son option et son *«maître à penser»*, Jacques Parizeau.

Par ailleurs, Jean Lapierre a laissé tomber, au grand plaisir de ses collègues candidats regroupés tout près de lui, le dicton qui dit *«quand tu craches en l'air, des fois, ça te retombe sur le nez»*.

Pour le ministre Denis Coderre, il est clair que *«la meilleure défensive, c'est l'attaque»*. *«Pour un parti qui se dit propre, je trouve qu'il garroche pas mal de bouette»*, a-t-il fait valoir.

Malgré cette critique, M. Coderre empruntera vraisemblablement la même voie que ses adversaires. Dès aujourd'hui, il entame une tournée éclair des médias des régions de Drummondville, Trois-Rivières, Rimouski et Saguenay pour faire le bilan du Bloc québécois, un parti *«cul-de-sac»* comme l'a précisé son collègue Jean Lapierre.

Outre le scandale des commandites qui traîne dans le paysage des libéraux depuis deux ans, mais de façon plus aiguë depuis le dépôt du rapport de la vérificatrice générale en février dernier, il semble que le dossier des défusions municipales pourrait toucher l'organisation électorale dans certaines circonscriptions. *«C'est très clair que d'avoir deux campagnes va nous causer des problèmes d'organisation. Mais en ce qui regarde les débats, je pense que non. [...] On a une grosse organisation. Est-ce que, pendant quelques jours, il y a des gens qui vont se partager dans le camp du oui, celui du non? C'est bien évident»*, a reconnu le candidat de Beauport, Dennis Dawson, candidat dans Beauport et proche conseiller de Paul Martin.

Ce dernier prononcera aujourd'hui à Laval un discours fort attendu sur la place du Québec au sein du Canada. Jeudi, l'assemblée d'investiture de M. Martin dans Lasalle-Émard agira comme un grand *happening* pour fouetter les troupes libérales.

BLOC

SUITE DE LA PAGE 1

La récente inculpation pour fraude de l'ex-président de Groupaction, Jean Brault, ne signifie toutefois pas que le PLC va rendre les dons qu'il a reçus de cette agence.

Répondre aux accusations

Prêchant par l'exemple, le chef du Bloc, Gilles Duceppe, a réagi aux propos tenus en fin de semaine par Jean Lapierre. Agacé par le slogan électoral du Bloc: *«un parti propre au Québec»*, Jean Lapierre a mis au défi le parti souverainiste de trouver un seul candidat libéral qui ne soit pas intègre (voir autre texte).

«Qu'il commence par son chef, Paul Martin, a lancé Gilles Duceppe lors d'un point de presse. *Il a été le premier à reconnaître qu'il y avait une direction politique au scandale des commandites, et on attend toujours les résultats. On voulait que Martin, qui était le numéro deux du gouvernement Chrétien, vienne témoigner devant le Comité des comptes publics, mais il a trouvé le moyen de s'esquiver.»*

Que le slogan du Bloc agace les libéraux, Gilles Duceppe ne s'en formalise pas le moins du monde. *«C'est un slogan multidimensionnel!* a-t-il dit sourire en coin. *Ils retiennent ce qu'ils veulent là-dedans. Le scandale des commandites fait partie du débat.»* Selon lui, *«quand les gens n'ont rien à dire, ils passent leur temps à médire»*.

Jean Lapierre a aussi soutenu que les députés du Bloc étaient à Ottawa pour leur chèque de paye et leur pension de retraite. Gilles Duceppe a répliqué sarcastiquement que Jean Lapierre *«sait de quoi il parle»*, puisqu'il est *«l'un des plus jeunes retraités libéraux»* à pouvoir en profiter. Jean Lapierre a été député du PLC de la fin des années 70 jusqu'au début des années 90, pour ensuite faire partie des membres fondateurs du Bloc québécois.

Le Parti libéral *«fait de la petite politique»*, selon Michel Gauthier. *«On gagne le même salaire que les libéraux à ce que je sache, même s'ils ne le méritent pas, eux. On a le même système de pension, même si c'est eux, en très grand nombre, qui vont en bénéficier après la prochaine élection»*, a-t-il ironisé.

Les publicités et les chansons sont fin prêtes

Le conseil général qui se déroulait hier au Palais des congrès servait à présenter les candidats du Bloc, expliquer la plate-forme électorale aux militants et dévoiler l'arsenal publicitaire que le parti utilisera.

La plate-forme électorale tourne autour des cinq axes que *Le Devoir* expliquait samedi. Les propositions du Bloc se chiffrent à 56 milliards de dollars sur trois ans. En suivant les idées du Bloc, le gouvernement en place à Ottawa parviendrait à dégager des budgets équilibrés année après année, avec une marge de manœuvre supplémentaire de plus de sept milliards de dollars en trois ans.

Le Bloc semble avoir trouvé une idée porteuse dans le remboursement de la TPS, qu'il suggère à plusieurs endroits dans sa plate-forme. On se souvient que, pour aider les villes, Paul Martin a décidé dans le dernier budget de rembourser la TPS sur leurs achats. Le Bloc propose d'en faire autant pour les établissements scolaires. Il suggère aussi d'éliminer la TPS sur les livres et les produits destinés aux nouveau-nés, comme Québec l'a fait pour la TVQ lors de son dernier budget.

Le parti a également dévoilé sa chanson thème «Parce qu'on est différents», aux allures de hip-hop et très dynamique. Les publicités télévisées, quant à elles, seront diffusées dès que la campagne sera officiellement lancée. On y voit des citoyens expliquer pourquoi il faut voter pour le Bloc, clamer que les besoins sont au Québec et l'argent à Ottawa et qu'avec le scandale des commandites *«on devient bleu»*.

Le chef du Parti québécois, Bernard Landry, était présent pour *«réitérer l'appui total du PQ dans les semaines à venir»* à la formation souverainiste fédérale. En clin d'œil à cette présence, Gilles Duceppe a soutenu que le Bloc était le seul parti qui relayait vraiment les consensus québécois et les motions unanimes de l'Assemblée nationale. *«Quand je vois des députés libéraux du Québec se lever et dire le contraire de ce que l'Assemblée nationale veut, notamment sur le déséquilibre fiscal, je trouve ça triste. C'est pour ça que le Bloc doit être élu.»*

Aujourd'hui, l'intense pré-campagne du Bloc se poursuit, avec l'investiture du chef, Gilles Duceppe, au Théâtre National, à Montréal.

LELIÈVRE

SUITE DE LA PAGE 1

Les week-ends de l'été dernier, les files d'attente pour y accéder débordaient sur le parvis de l'établissement. Sans cette satanée contrainte d'espace, Pointe-à-Callière aurait probablement fait exploser son nombre de visiteurs.

«Notre salle d'exposition temporaire est inadéquate pour accueillir des expositions internationales d'envergure, résume Francine Lelièvre, directrice de Pointe-à-Callière. *Le musée connaît de beaux succès, et nous avons des projets magnifiques pour les prochaines années. Mais pour remplir notre rôle, il nous faut de nouveaux locaux. Quand je négocie des contrats avec des institutions étrangères et qu'on me pose la question de notre surface d'exposition, je patine toujours longtemps avant de répondre...»*

Par malheur, le bel immeuble conçu par Dan Hanganu a perdu un étage entre les premiers plans et la construction, apparemment parce que la hauteur prévue dérogeait à la limite permise dans le quartier historique. *«Nous ne pouvons pas occuper le sous-sol pour les services puisqu'on y trouve des vestiges archéologiques. Il ne reste qu'une solution: s'étendre ailleurs.»*

Un projet d'agrandissement

Le musée a dans ses cartons un projet d'agrandissement d'une vingtaine de millions de dollars lié à la mise en valeur de nouveaux vestiges, dans le secteur ouest du Vieux-Montréal. Pointe-à-Callière pourrait occuper une grande salle d'exposition de 10 000 m², au sous-sol de l'édifice de Douanes Canada, rue McGill. *«Nous ne faisons pas partie des priorités, nous ne sommes pas rejetés non plus. L'aménagement de la rue McGill et la fin des travaux place d'Youville pourraient nous favoriser. Peut-être sera-t-il aussi possible de diviser les deux dossiers, celui des fouilles et celui de notre salle. L'idéal serait de mener les deux de front. Douanes Canada nous attend depuis deux ans.»*

Francine Lelièvre dirige Pointe-à-Callière depuis l'ouverture de l'établissement, au 350e anniversaire de Montréal, en 1992. Gaspésienne d'origine, historienne de formation, elle a enseigné quelques années dans les cégeps naissants avant de passer à Parcs Canada, où elle a développé plus de 25 lieux historiques. *«J'ai toujours eu la chance d'accompagner la naissance de certaines institutions,* dit-elle. *À mon quarantième anniversaire, mes amis m'ont demandé quelle folie j'allais faire, partir autour du monde ou avoir un bébé. J'ai annoncé que j'allais changer d'emploi, même si celui que j'avais à Parcs Canada était extraordinaire.»*

La folle décision s'est avérée on ne peut plus sage. Francine Lelièvre a ensuite participé au développement du Musée de la civilisation de Québec, puis a fondé sa compagnie de consultation en muséologie, au milieu des années 1980. Un contrat lui a permis de définir le futur musée Pointe-à-Callière qu'on lui a finalement offert de diriger.

«Le Québec a réalisé ses grands projets muséaux entre 1987 et 1992: le McCord, le Musée d'art contemporain, l'agrandissement du Musée des beaux-arts et du Musée du Québec, la création du Musée de la civilisation. Très bien. Mais je trouve un peu malheureux que notre société fonctionne par coups, par bourrées, en suivant les budgets ou les modes.

«On se retrouve avec des établissements de la même période, de la même génération, qui ont les mêmes défauts, les mêmes qualités, les mêmes valeurs. Il nous faudrait maintenant un musée du XXIe siècle, à la fine pointe de la nouvelle muséologie, des nouvelles technologies, qui tiendrait compte par exemple des goûts et des habitudes culturelles des jeunes.»

Toronto, le leader?

Toronto aura le sien avec le projet d'agrandissement et de rénovation du Musée des beaux-arts de l'Ontario, conçu par la firme du fabuleux Frank O. Gehry, natif de cette ville. *«Nous sommes tous conscients que Toronto risque de prendre le leadership. Le contexte ne nous aide pas à réagir à cette menace, avec le débat autour des fusions et des défusions et la modernisation de l'État,* dit la directrice. *Une chose est claire cependant: le Québec va devoir affronter la concurrence dans le secteur culturel aussi. Il nous faut des projets porteurs, sinon nous allons perdre trop de terrain. On ne peut pas seulement faire de l'État une machine à gérer la pauvreté et la maladie. Il faut des visions, du désir, de l'audace. J'espère que la réflexion politique va dépasser le seuil des colonnes de chiffres.»*

Cela dit, la muséologue ne mise pas nécessairement sur un mégaprojet à la Bilbao. *«Là encore, le 11 septembre a joué. Le tourisme a diminué. On sent moins de folie dans l'air, et il n'y a pas de solution miracle dans les superstructures, aussi belles soient-elles. Il faut avoir de la vision et agir par une multitude d'actions originales, par exemple pour renforcer nos acquis.»*

À ce sujet, Pointe-à-Callière souffre de sous-financement chronique. Comme tous les joueurs de ce secteur, diront les muséologues eux-mêmes, qui manifestaient encore leur désarroi comptable la semaine dernière dans un cul-de-sac de Montréal rebaptisé pour l'occasion «Impasse des musées». Seulement, celui d'archéologie souffre plus que les autres puisque la Ville de Montréal n'a pas augmenté sa subvention d'environ quatre millions par année depuis une décennie et que Québec ne soutient pas l'établissement.

«Nous sommes tous demandeurs, et notre société ne peut répondre à tous. Le Québec n'est pas une société riche. Il faut donc trouver d'autres façons de faire, revoir nos habitudes. On a une centaine d'expositions à Montréal par année. À mon avis, c'est beaucoup, beaucoup, peut-être trop. Les expos-phares vont continuer à exister. Elles contribuent au développement de la ville. Il ne faut cependant pas oublier les expos-recherches. Nous, à Pointe-à-Callière, nous avons diminué notre rythme pour passer à deux expositions par année, une locale, ou nationale, et une autre internationale.»

Après *Océania*, qui commence donc ce matin, dans un trop petit espace d'exposition, Francine Lelièvre offrira en rafale des expositions sur la civilisation gallo-romaine (2005), le Japon préhistorique (2006) et les Aztèques (2007). *«Pour l'ouverture de ma nouvelle grande salle, je conserve un projet sur les Étrusques,* conclut-elle. *Je le reporte depuis plusieurs années. Je le garde pour cette inauguration...»*

JAOUI

SUITE DE LA PAGE 1

Avec *Comme une image*, Jaoui démontre une maîtrise et une fluidité de réalisation nouvelles. Le film n'est pas un chef-d'œuvre du septième art, mais une succulente comédie dramatique, avec un scénario ciselé à la virgule près, caustique et sensible à la fois. Ajoutez une excellente distribution (surtout eux) ainsi qu'une trame musicale de chants choraux superbes. Le couple a poussé très haut l'art de brosser des personnages, d'aligner des répliques avec un sens de l'observation humaine qui fait mouche. On souhaite au film une place au palmarès.

Comme une image entremêle des destins. Au premier plan: Lolita, une jeune fille trop grosse et désespérée de l'être, incarnée par Marilou Berry, la fille de Josiane Balasko. Lolita a une ravissante belle-mère de son âge qui cherche vainement son affection, un père écrivain célèbre (Bacri) qui tyrannise tout le monde et se désintéresse de fifille. En contrepoint: Pierre (Laurent Grevill) un écrivain grisé par une gloire inattendue et sa femme professeur de chant (Jaoui) qui donne des cours à Lolita, en observant les autres et en se cherchant elle-même.

On découvrira dans le film la très jolie voix d'Agnès Jaoui. Cette femme-orchestre chante dans la chorale Canto Allegre, qu'on voit dans le film. Autrefois, après avoir remis en cause sa place aux cours de théâtre, elle a pris des cours de chant au Conservatoire de musique.

Le film a pour cadre le monde de l'édition, mais pourrait se dérouler n'importe où. *«Le héros devait d'abord être architecte, mais on s'ennuyait à dépeindre ce milieu,* explique Agnès Jaoui. *On l'a transformé en écrivain pour le rapprocher de notre univers.»*

Une des difficultés du film fut de dégoter l'actrice principale. *«Il fallait qu'elle soit excellente comédienne... et grosse,* précise la réalisatrice. *Or, dans les cours de théâtre, cherchez-les, les grosses. Il y a une tyrannie de la minceur, partout en Occident, qui les exclut. La quête a été longue, mais j'ai finalement craqué pour le petit air buté de Marilou.»*

Dans son film, Agnès Jaoui voulait montrer le poids de l'image. *«Toutes les femmes, même les plus intelligentes, deviennent débiles dès qu'il est question d'apparence physique. On se trouve trop ceci, trop cela. Les affres de Lolita, je les ai connues, et c'est un sujet grave. En France, plusieurs femmes meurent d'anorexie chaque année.»*

L'axe principal de *Comme une image* tourne autour de la tyrannie et de la lâcheté ordinaires. On y voit Bacri, inénarrable dans la peau de l'auteur célèbre qui fait chier tout le monde, traîner et persécuter sa petite cour docile, fille et épouse incluses, jusqu'à ce que certains souffre-douleur relèvent la tête.

«Le diable se trouve dans les détails, soutient Bacri. *Le tyran tyrannise pendant que ceux qui l'entourent restent docilement sur le rail qu'on leur a désigné. C'est incroyable de voir à quel point les gens sont serviles avec ceux qui s'arrogent un pouvoir. En fait, le pouvoir, toujours vacant, est à qui le prend, et la célébrité aide à s'y hisser.»*

De l'avis du duo, l'affranchissement du consensus social devrait être le premier désir de l'individu. *«Mais la plupart des gens vivent sans avoir une pensée personnelle,* soutient Bacri. *Ils régurgitent des idées reçues, des clichés, suivent comme des moutons le chef ou le dieu qu'ils se sont donné.»*

Hier, nerveuse, émue de se retrouver en compétition, Agnès Jaoui avait moins envie d'aborder la cause des intermittents du spectacle qu'il y a quelques mois. Lors de la dernière cérémonie des césars, la cinéaste s'était montrée intarissable et véhémente, attaquant le ministre de la Culture avec violence en réclamant une révision du régime d'assurance chômage pour les artistes.

Or, hier à Cannes, au lendemain même d'un assaut violent des CRS contre ces mêmes intermittents, elle se faisait plus tiède, réitérant son appui à la cause, mais avec de l'eau dans son vin. *«Le système français n'est pas parfait, mais il nous permet de survivre et, dans d'autres pays, on le cite en exemple...»* assurait-elle tout à coup. La veille, lors des manifestations des intermittents sur la Croisette et la rue d'Antibes, elle avait brillé par son absence, quand plusieurs autres cinéastes français marchaient pour appuyer les revendications des artistes.

Ironie du sort, le film d'Agnès Jaoui montre justement que l'être humain modifie son discours et son comportement au gré de ses intérêts. On a risqué un sourire...